Michel BERGÈS

Professeur des universités, Agrégé de science politique
Université de Bordeaux IV Montesquieu
GRSG (Groupe de Recherche sur la Sécurité et la Gouvernance,
Université de Toulouse 1 Capitole)

(2011)

Engagement politique et distanciation :
le cas Duverger.
Éléments d'une socio-histoire
de la science politique bordelaise.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Michel BERGÈS

Engagement politique et distanciation: le cas Duverger. Éléments d'une socio-histoire de la science politique bordelaise.

Communication écrite présentée au Congrès de l'Association française de science politique, Strasbourg 2011. Section thématique no 1 : Pour une socio-histoire de la science politique. 48 pp + annexe de 27 pages..

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 28 août 2011 de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

L'auteur tient à remercier deux de ses collègues pour la relecture extrêmement attentive, pour leurs conseils et des échanges d'informations, voire de documents d'archives, qui ont éclairé l'analyse présentée. Il s'agit, de Bordeaux-Montesquieu, de Marc Malherbe, auteur de l'ouvrage de référence suivant : *La Faculté de Droit de Bordeaux (1870-1970)*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1996, et de Philippe Souleau, professeur au Lycée de Nérac, jeune historien si prometteur qui travaille d'arrache-pied depuis plus de quinze ans sur l'Occupation à Bordeaux.

Courriel : michel.berges@free.fr

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 5 septembre 2011 et mise à jour le 4 octobre 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Royaume du Saguenay, Québec.

Michel BERGÈS

Professeur des universités, Agrégé de science politique
Université de Bordeaux IV Montesquieu
GRSG (Groupe de Recherche sur la Sécurité et la Gouvernance,
Université de Toulouse 1 Capitole)

Engagement politique et distanciation: le cas Duverger. Éléments d'une socio-histoire de la science politique bordelaise.

Communication écrite présentée au Congrès de l'Association française de science politique, Strasbourg 2011. Section thématique no 1 : Pour une socio-histoire de la science politique. 48 pp + annexe de 27 pages.

Table des matières

Introduction

- I. L'engagement fascistoïde duvergérien dans le Bordeaux des années trente
 - I. 1. Une jeunesse politique fascistoïde dans l'henriotisme (1934-1936)
 - I. 2. Un second souffle fascistoïde : le doriote (1936-1938)
- II. Un défenseur de la « Révolution nationale »
 - II. 1. Le pétainisme de la Faculté de Droit de Bordeaux
 - II. 2. Le pétainisme de Maurice Duverger

Conclusion

Annexes. Voir fichier PDF en annexe.

La photographie de la couverture : Le Préfet régional de Bordeaux, François Pierre-Alype, dans son bureau de « La Maison du Maréchal ».

Michel BERGÈS

Professeur des universités, Agrégé de science politique
Université de Bordeaux IV Montesquieu

Engagement politique et distanciation: le cas Duverger. Éléments d'une socio-histoire de la science politique bordelaise.

Communication écrite présentée au Congrès de l'Association française de science politique, Strasbourg 2011. Section thématique no 1 : Pour une socio-histoire de la science politique. 48 pp + annexe de 27 pages..

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Les enjeux d'une socio-histoire de la Science politique française, renouvelés récemment ¹, sont évidents :

– *intellectuels* d'abord, surtout épistémologiques, car ils confrontent chaque génération de politologues en révélant leurs paradigmes, leurs réseaux de concepts, leurs boîtes à outils méthodologiques, leurs objets de prédilection, au-delà des modes qui ont agité aussi l'ensemble des sciences sociales et humaines de leur période et ont marqué l'hybridation de chaque discipline, même parfois avec les « sciences dures » ².

– *historico-institutionnels*, ensuite. À ce niveau, se pose évidemment la question du rapport de ce savoir sur la politique avec la politique elle-même, dans des conjonctures et des configurations académiques évolutives, locales, nationales, voire internationales. Mais aussi les conditions sociales de production académique des « disciplines » (« l'horrible mot », aurait dit Michel Foucault !). C'est cette

¹ Cf. Antonin Cohen, Bernard Lacroix, Philippe Riutort, *Nouveau manuel de Science politique*, Paris, La Découverte, coll. « Grands Repères », 2009.

² Cf. là, par exemple, l'article récent de Pierre Favre, « Vers un nouveau basculement des paradigmes dans la Science politique française. À propos du Choix rationnel en politique. Débats critiques », *Revue française de Science politique*, Vol. 60, n° 5, 2010, p. 1000-1021.

seconde dimension que nous retiendrons ici en partie seulement, dans le rapport entre sciences humaines et politique.

Diverses avancées ont eu lieu et sont aussi en cours sur ces questions.

Deux « origines » françaises de la discipline-carrefour sont généralement retenues, plus complémentaires et continues qu'antinomiques :

– D'abord la « grande reconstruction de l'après-guerre », période prenant comme barrières les dates entre 1945 et 1950. Quelques travaux ont déjà reconnu l'influence directe des États-Unis en tant que modèle scientifique, mais aussi en tant que vecteur principal *via* l'UNESCO, voire la *CIA* et certains services extérieurs américains d'influence, du développement de ce savoir en France et en Europe, dans un contexte de « guerre froide », donc de fortes tensions idéologiques au sein des sciences humaines et sociales ³.

– Ensuite, ce qu'il y avait avant cette « grande refondation » : c'est-à-dire le temps de la Science politique classique, fixée au moins en France depuis le XVIII^e, si ce n'est depuis le XVII^e siècle, étudiée attentivement par Dominique

³ Sur le plan épistémologique, l'ouvrage de référence à lire, tant il apparaît « moderne » sur plein de problèmes, est *La Science politique contemporaine. Contribution à la recherche, la méthode, l'enseignement*, Paris, UNESCO 1950, 741 p., qui donne une vue de la Science politique de l'époque.

Cf. par exemple la thèse de Joseph Vincent Ntuda Ebode, *Les États-Unis, les associations occidentales de Science politique et la Question soviétique : sens et puissance à l'aube de la guerre froide*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 1998. Ou encore le mémoire bordelais de Master 2 de Charlotte Lepri, aujourd'hui chercheuse à l'IRIS, *Entre diplomatie et propagande : l'arme culturelle comme politique des États-Unis en France pendant la Guerre froide. De 1945 à la fin des années cinquante*, Bordeaux, Master Sécurité globale, 2006.

Cf. également l'ouvrage de Brigitte Mazon, tiré d'une thèse dirigée par l'historien François Furet à l'EHESS, préfacé par Pierre Bourdieu, *Aux origines de l'École des Hautes Études en Sciences sociales. Le rôle du mécénat américain*, Paris, Éditions du Cerf, 1988. Cf. encore l'article sur *Internet* de Bernard Chavaux, « Guerre froide culturelle. EHESS : les sciences sociales françaises sous perfusion de la *CIA* », 2004.

On peut citer aussi l'énorme enquête de Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme : le Congrès pour la liberté de la culture à Paris (1950-1975)*, Paris, Fayard, 1995. De façon plus générale, cf. également de Frances Stonor Saunders, *Who Paid the piper ? : The CIA and the cultural Cold War*, Londres, Granta Books, 1999. Le linguiste Noam Chomsky, Christopher Simson et divers universitaires américains (Allan Needell, Kevin Gaines, Irene Gendzier, Bruce Cumings, Lawrence Soley), profitant de l'ouverture aux chercheurs d'archives historiques « déclassifiées », ont démontré l'activisme direct des services secrets du Pentagone, ainsi que de la *CIA*, en ce qui concerne le pilotage de la vie académique et artistique de la période dans le monde entier (cf. encore Christopher Simpson, *Universities and Empire. Money and Politics in the Social Sciences during Cold War*, New York, The Nes Press, 1998).

Damamme, jusqu'à l'École Libre des Sciences politiques de Paris, analysée de façon spectrale par Pierre Favre ⁴.

Dans cette brève note de recherche sur un sujet plus limité, nous nous situons entre ces deux « origines ».

Notre propos concerne en effet l'école de science politique de Bordeaux : celle-ci, peu nombreuse en hommes, a été fondée cependant par Maurice Duverger, auteur de la thèse célèbre, *Les Partis politiques*, continuée encore par le doctorant de ce dernier, Jean-Louis Seurin, passionné de politique comparative (que Duverger dirigea dans une thèse sur *Les Partis politiques américains*, parue aux Presses de la FSP), puis par Jean-François Médard, dont Jean-Louis Seurin dirigea à son tour la thèse sur *Le Pouvoir local aux États-Unis*. Sans parler de Jacques Lagroye, qui, professeur agrégé d'histoire à l'origine, issu de Bordeaux, ayant fait sa thèse sur « Chaban-Delmas » et le pouvoir local, prit la succession de Maurice Duverger en personne à la tête du Département de Science politique de Paris 1 Sorbonne. Cette filière, qu'on peut désigner relativement par le terme d'« école », n'a pas été sans influence sur la lente reconstruction de la Science politique française ⁵. Un des enjeux qu'elle a rencontré, c'est bien évidemment le lien de la « jeune discipline » avec le Droit public de tutelle, dont certains membres se trouvaient originellement issus.

Le cas de Maurice Duverger, au-dessus des différentes générations qui se sont succédées dans le site, est intéressant à plus d'un titre.

⁴ Dominique Damamme, *Histoire des sciences morales et politiques et de leur enseignement des Lumières au scientisme*, Thèse de Science politique, Paris, Panthéon-Sorbonne, 1982 (deux tomes), sous la direction de Maurice Duverger ; Pierre Favre, *Naissances de la science politique en France, 1870-1914*, Paris, Fayard, 1989.

⁵ À titre personnel, sans prétendre résumer à nous seul l'ensemble de l'histoire de la science politique française des années 1972-1995, il nous faut préciser qu'après avoir eu comme directeur de thèse Jean Leca, brièvement, à Grenoble, au moment où il partait à Paris, nous avons eu comme directeur de thèse ensuite Jacques Lagroye, jusqu'à ce qu'il parte lui aussi à Paris, alors que nous restions à Bordeaux sur nos recherches doctorales concernant l'Occupation, puis Jean-François Médard, qui partit en Afrique pendant quatre années, et enfin, en finale, Jean-Louis Loubet del Bayle de Toulouse, qui voulut bien accueillir nos travaux. Jean-Louis Seurin, un an avant sa mort, nous a « briefé » et sérieusement encouragé, comme Jean-François Médard, lors de notre préparation de l'Agrégation de Science politique, obtenue en 1996. Mille directions de thèses, mille misères ? Rien n'est moins certain, car l'apport de ces refondateurs, au-delà des aléas de leur propre carrière, nous a enrichi, même si nos savoirs se sont parfois heurtés, celui d'un historien ne se pliant pas facilement à n'importe quel académisme, témoignages et archives historiques obligent !

D'abord, nous sommes en présence d'un « père-fondateur » volontariste, qui peut servir de guide pour la période de reconstruction de l'après-guerre. Dans ses mémoires, *Le Sel et le refus*, parlant de son implication dans les journées d'échange à Paris entre l'UNESCO et l'IPSA, il reconnaît que ces institutions internationales ont joué un grand rôle ⁶. N'a-t-il pas réalisé quant à lui, notamment, un voyage aux États-Unis en mars-avril 1953 ⁷, en tant qu'invité du Département d'État dans le cadre de la loi Smith-Mundt, connu qu'il était outre-atlantique pour avoir synthétisé en français les jalons d'une analyse scientifique et théorique des partis politiques ?

Ensuite, apparaît l'éclipse symptomatique de ce refondateur, posée notamment par la communication du politologue de Paris 1, Bastien François, lors du Congrès de Grenoble de septembre 2009, sur le sujet, « Maurice Duverger, la gloire avant l'oubli ». Même si le phénomène « d'oubli », de vaporisation est fréquent entre les générations académiques, rares étant les travaux durables, quelles que soient la plupart des disciplines, fascinées plus par leur « révolution permanente » que par la répétition, la reconnaissance des maîtres passés. Les théories sont aussi mortelles...

Enfin, comme dissimulée derrière le rideau académique, une question le concernant est revenue, redondante : ce publiciste n'a-t-il pas engagé la discipline nouvelle qu'il a contribué à instituer, dans l'objet qu'il était censé analyser objectivement, la politique, dans la politique elle-même, mêlant les genres de façon déconcertante ? Notamment pendant le régime de Vichy, puis dans les années 45-50, sous la houlette de la démocratie-chrétienne, pour finir dans le « communisme italien » en 1989, en tant que sénateur européen du PCI ? Et aussi dans le journalisme, notamment au *Monde* d'Hubert-Beuve-Méry ⁸ ? Celui qui se désigne comme « *politologue* », n'écrit-il pas, dans son entretien avec Claude Glayman, *Le Sel et le Refus* :

⁶ *Le Sel et le refus*, 1975, Paris, tapuscrit, p. 189.

⁷ *Ibidem*, p. 205-211.

⁸ *Ibidem*, p. 170 et sq.

« Que le journalisme et la science politique soient pour moi les deux faces d'une même activité, cela se vérifie dès le départ de celle-ci. 1946, c'est à la fois l'année où j'entre au "Monde" et où je fonde l'Institut d'études politiques de Bordeaux ⁹ ».

Quant à l'engagement politique de Maurice Duverger avant sa « refondation » de la science politique, nous ne nous intéresserons ici qu'à la période de jeunesse du publiciste, de 1934 à 1944. Et là, nous disposons déjà, en ce qui concerne la période de Vichy, de l'apport d'un débat historiographique, à dominante interne aux juristes, qui a produit de précieuses avancées, principalement sur l'article de Duverger, « Le statut des fonctionnaires depuis la Révolution de 1940 », paru en 1941 dans la *Revue du Droit public et de la Science politique*, largement commenté.

Attentif quant à nous à une épistémologie « italienne », de socio-histoire, éloigné de la discussion sur le « positivisme » interne au droit, étant plutôt proche notamment de la méthodologie de Carlo Ginzburg, Pierro Camporesi, Giovanni Levi ou Luciano Canfora, complétée par des approches des réseaux de sociabilité urbains, comme celles de Carl Shorske ou de Maurice Agulhon, nous suggérons d'appliquer au débat interne aux juristes l'éclairage d'un autre « positivisme », celui des historiens, si différent, voire incompatible. Cela sans oublier deux notions intéressantes : celle d'« engagement » et celle de « distanciation », bien théorisées par le socio-historien Norbert Élias ¹⁰. Or là, le « cas Duverger » apparaît particulièrement significatif.

Une précision méthodologique s'impose sur ce point : le travail historique, fondé sur l'analyse critique des témoignages, des documents et monuments contemporains aux hommes, aux événements, aux structures, ainsi que de l'historiographie subséquente, marqué par les avancées de l'école positiviste du XIX^e siècle ¹¹, se doit de relier tout « texte » à des « intertextes », à leur « contexte » et configurations spatiales comme temporelles.

⁹ *Ibidem*, p. 170.

¹⁰ Cf. Norbert Élias, *Engagement et distanciation. Contribution à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, 1993.

¹¹ Cf. par exemple à ce propos les brillants ouvrages méthodologiques de Charles Seignobos, *Introduction aux études historiques* (en collaboration avec Charles-Victor Langlois), réédition

Une approche historienne des idées et des pratiques politiques ne peut en effet isoler les productions écrites et verbales, individuelles, les paradigmes d'attitudes durables ou de comportements éphémères, de leurs logiques collectives et inter-institutionnelles dans lesquelles celles-ci s'insèrent et qui leur donnent sens. Les idéologies et les actes en responsabilité à décrire, qui ont engagé des agents librement ou professionnellement, ont eu des conséquences appliquées et empiriques enserrées dans des modes d'actions plus larges, desquels on ne peut les séparer artificiellement. Dans « le cas Duverger », quels furent les participants volontaires en confrontation, quelles idéologies les portèrent ? De quels cercles de pouvoir imbriqués s'agit-il ? Ceux-ci, évolutifs et différenciés, de surcroît, recourent à l'étude de la scène politique bordelaise dans la moyenne durée (1919-1945). À partir de cette problématique historienne, nous traversons des réseaux politiques de sociabilité d'une ville, des centres de décision, tels la Faculté de Droit de Bordeaux, la mairie ou la préfecture régionale, selon les périodes ¹².

En ce qui concerne Maurice Duverger, la question est simple : nous sommes en présence d'un engagement politique repérable, facile à analyser, puisqu'il suit un découpage chronologique « naturel » et classique en histoire, marqué par la rupture que constitua pour le pays le régime de Vichy, sans que cela implique, *a contrario*, une discontinuité absolue entre les deux périodes étudiées. Nous l'examinerons donc en condensé à deux niveaux : les années trente (I.) et les années de l'Occupation (II.) – Bordeaux se trouvant en zone occupée du 28 juin 1940 au 28 août 1944.

aux Éditions Kimé, Paris, 1992 ; *La Méthode historique appliquée aux sciences sociales*, Paris, Alcan, 1901.

¹² La présente note de recherche est liée à un travail de longue durée, engagé et travaillé par étapes, sur *Le Pouvoir à Bordeaux, 1919-1945*, à paraître.

I. L'engagement fascistoïde duvergérien dans le Bordeaux des années trente

[Retour à la table des matières](#)

Maurice Duverger est né le 5 juin 1917 à Angoulême. Sa mère, fille et nièce d'officier, issue d'une bourgeoisie moyenne, fut une femme de principes et de traditions. Son père, de dix ans plus âgé, venait d'une famille paysanne. Comptable au Crédit Lyonnais d'Angoulême, puis négociant en vins à Bordeaux, il devint représentant en papéterie. La vie quotidienne, sans connaître de gêne, se déroula en un premier temps dans un quartier populaire, jusqu'en 1939. Un oncle maternel permit à sa famille de résider, moyennant un loyer modeste, dans un quartier bourgeois. Élevé dans une ambiance catholique fervente, il fut enfant de chœur à Saint Martial, envisageant même, jeune, de devenir prêtre, mais s'imaginant aussi militaire. Puis il se rêva entomologiste.

Socialisé dans une école primaire libre de son quartier, entouré de fils de commerçants, limités culturellement, il ressentit la différence sur le plan du prestige et du niveau culturel et compensa ses complexes sociaux. Très bon élève, au moment d'entrer en 6^e, le curé de sa paroisse proposa à ses parents de lui faire passer le concours des bourses de l'enseignement libre, réservé aux enfants méritants des quartiers populaires. C'était la porte ouverte, soit au Petit-Séminaire, soit aux grands collèges de Bordeaux. Il fut reçu premier. Ses parents, dûment renseignés, choisirent Grand Lebrun, tenu par les marianistes et écartèrent celui de Tivoli, moins libéral. Le boursier, qui allait conquérir le premier rang sans discontinuer, de la 6^e à la classe de philosophie (il sauta directement de la 3^e à la 1^{ère}), considéra qu'il eut dans ce collège « *une enfance heureuse* » qui prolongeait l'ambiance familiale, enrichie de la bonne entente entre ses parents.

Là, se révéla sa durable passion pour les cours d'histoire, ainsi que pour ceux de philosophie. En 3^{ème}, il découvrit aussi le plaisir de fabriquer un journal de classe humoristique (*Babel*, qui, réalisé avec deux camarades, n'eut que trois numéros, faute d'argent...). Sans parler d'une fascination pour le cinéma. Ces passions, en fait, ne le quittèrent plus, même s'il en connut deux autres : la politique et l'art de parler en public, comme le théâtre, qu'il allait pratiquer très jeune...

Il rencontra la politique dans les premiers débats avec ses camarades opposant les « monarchistes » et les « républicains », parmi lesquels il se situa d'emblée. Mais à Grand Lebrun, on ignorait « la Gauche » et « la lutte des classes »... Une telle socialisation catholique allait le programmer dans un engagement politique auprès de la droite bordelaise de façon précoce. D'abord au sein de l'Union politique républicaine (UPR), dirigée par Philippe Henriot depuis 1932, notamment dans son mouvement de jeunesse, les JUPR (les Jeunesses de l'UPR). Puis, à la suite d'un différend avec ce dernier, il rejoignit fin 1936, le Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot, dont il devint un des leaders nationaux du mouvement de jeunesse (l'UPJF – Union populaire de la Jeunesse française), qu'il quittera, en raison de la grave crise que traversa l'organisation en Gironde, en juin 1938.

I. 1. Une jeunesse politique fascistoïde dans l'henriotisme (1934-1936)

[Retour à la table des matières](#)

C'est sous l'influence d'un de ses oncles maternels, inscrit dans ce qu'il appelle « *un petit parti local* », l'UPR, que Maurice Duverger entra en politique à 17 ans, après le 6 février 1934, événement qui l'impressionna particulièrement. L'UPR ? Ce groupement se disait « républicain », mais se déclara antilaïque en profondeur, et de droite. Sa création locale, en 1925, fut liée au combat des forces de l'Union nationale, commencé en 1919. Son programme datant de l'année suivante, fut arrêté par l'Abbé Daniel Bergey, vicaire de Saint-Émilion, qui mobilisa tout le mouvement catholique, devint député de la Gironde en 1924, réélu en 1928. Mais il céda le pas, en 1932, à un de ses seconds, Philippe Henriot, propriétaire viticole et professeur de première au collège privé de Sainte-Foy-La-Grande. Ce dernier devint un des leaders de l'extrême droite parlementaire des années trente et fut le mentor de Maurice Duverger en politique.

On peut résumer l'ensemble des activités de ce dernier dans ce parti à la fois local, électoraliste, mais d'une audience plus que notabiliaire, puisqu'il touchait tous les milieux, au départ dans le giron de l'Église catholique bordelaise. Cela sous la forme d'un tableau indiquant chaque intervention datée, en décrivant les

modalités de mobilisation et d'action, ainsi que les lieux d'expression : l'UPR, les journaux divers, dont *L'UPR*, mensuel du parti, *Jeunesse 34, 35, 36*, mensuel des Jeunesses de l'UPR (les JUPR), ou *La Liberté du Sud-Ouest*, grand quotidien catholique de la région. En dégagant à la fois les articles, les billets rédigés par Maurice Duverger (désigné par l'abréviation « MD ») et les comptes rendus de ses activités dans une presse partisane ou sympathique envers ses prises de position.

**ENGAGEMENT POLITICO-JOURNALISTIQUE
DE MAURICE DUVERGER (MD)
DANS L'UPR DE PHILIPPE HENRIOT
(1934-1937)**

<i>Date</i>	<i>Types d'engagements et d'événements</i>	<i>Espaces d'engagement</i>
09/1934	60 membres actifs, 140 inscrits. Le premier numéro de <i>Jeunesse 34</i> se vendit à 1500 exemplaires. Il fut même vendu à la porte des Églises en 1934 et 1935.	JUPR (Jeunesses de l'UPR)
21/03/1934	Premier discours de MD devant les JUPR sur le thème des syndicats en Allemagne, Italie et Autriche. Défense du corporatisme prôné par l'encyclique du pape, dans la lignée du catholicisme social de La Tour du Pin.	JUPR / <i>Bulletin mensuel du Groupe des Étudiants de l'UPR</i>
07/1934	Article de MD sur le fascisme italien, dans la rubrique « Horizons nouveaux ». On peut lire, à la fin : « <i>Je n'irai pas maintenant disserter longuement sur les avantages et les inconvénients du régime économique italien.</i> <i>Il n'est certainement pas parfait, loin de là. Mais il me semble qu'il présente un point de vue intéressant et que nous pourrions gagner beaucoup en France, en nous inspirant de certaines de ses réalisations, pour commencer enfin la réforme de notre organisation économique.</i> ».	<i>Jeunesse 34</i> (mensuel)
02/1935	Philippe Henriot donne une conférence au Théâtre Trianon de Bordeaux sur l'Italie de Mussolini. <i>La Liberté du Sud-Ouest</i> couvre aussi l'événement et donne d'importants extraits du discours d'Henriot.	<i>Jeunesse 35</i> (mensuel) <i>La Liberté du Sud-Ouest</i> (quotidien) n° du 29 janvier 1935
02/1935	Conférence donnée aux étudiants de l'UPR par le Docteur Henry Blanc, sur le thème de « L'introduction au voyage à Rome ».	<i>Jeunesse 1935</i> (mensuel)

<i>Date</i>	<i>Types d'engagements et d'événements</i>	<i>Espaces d'engagement</i>
03/1935	Le Groupe des étudiants de l'UPR envisage de réaliser un « voyage d'études » en Italie, dans le but d'établir « une véritable manifestation d'amitié franco-italienne ».	<i>Jeunesse 1935</i> (mensuel)
17/03/1935	Article signé du pseudonyme « Alceste et Philinte » qui a donné en 1935-1936 au grand quotidien catholique maints articles de critique littéraire, dans la rubrique « Libres propos » portant contre la franc-maçonnerie.	<i>La Liberté du Sud-Ouest</i> (quotidien catholique)
04/1935	Aux vacances de Pâques, une délégation de 21 membres du groupe étudiant des JUPR, menée par le fils de Philippe Henriot, part en Italie. À la fin de la visite, les jeunes bordelais furent reçus par le Duce, dans son bureau, à Rome. MD faisait-il parti de cette délégation ?	<i>L'UPR</i> (mensuel) <i>La Liberté du Sud-Ouest</i> (quotidien catholique), n° du 5 mai 1935.
04/1935	Article violent de MD contre le Président du Conseil Flandin avec pour titre : « Les trahisons de Pierre-Étienne ». Texte explicitement antimaçonnique, dans la lignée des écrits d'Henriot et de l'orientation de l'UPR.	<i>Jeunesse 35</i> (mensuel)
08/05/1935	Discours dans le Libournais sur « les jeunes et la crise » (présence de Philippe Henriot et de Xavier Vallat	UPR
27/05/1935	Réunion à Arcachon en présence de Philippe Henriot.	UPR
06/1935	Article virulent de Maurice Duverger contre le maire Adrien Marquet, qui venait de gagner pour la troisième fois les élections municipales, sous le titre « Les bien-pensants ». L'article parle du « führer Adrien ».	<i>L'UPR</i> (mensuel)
09/1935	600 inscrits.	JUPR
09/1935	Causerie en présence d'Henriot. MD plaide pour une réorganisation de l'UPR et pour la tenue de conférences sur les questions européennes, économiques et sociales.	UPR
09/1935	MD rédige un « programme social » anti-libéral et anti-étatiste pour le parti d'Henriot : « Propriété, famille, corporation ». Inspiré de La Tour du pin, il montre aussi son intérêt pour « les choses nouvelles », à savoir le corporatisme mussolinien.	<i>L'UPR</i> (mensuel)
09/1935	MD propos au parti d'Henriot un « programme so-	

<i>Date</i>	<i>Types d'engagements et d'événements</i>	<i>Espaces d'engagement</i>
	cial ».	
11/1935	MD est nommé président du groupe des étudiants de la 1 ^{ère} et 2 ^{ème} Section de Bordeaux.	UPR de Bordeaux (1 ^{ère} et 2 ^{ème} Section)
14/11/1935	MD, délégué à la propagande, donne une conférence sur « le conflit italo-ethiopien devant la SDN ».	<i>Jeunesse 35</i> (mensuel)
12/1935	Interview par MD de Rina Ketty, chanteuse alors à la mode, Charles Maurras, de passage à Bordeaux, puis de Georges Duhamel, dans la rubrique « Quartier latin ».	<i>Jeunesse 35</i> (mensuel)
12/1935	Bilan de la propagande : discours et rapport de MD, nommé délégué à la propagande des JUPR.	Congrès départemental des JUPR
22/12/1935	Congrès annuel départemental. Incidents entre MD et Philippe Henriot, qui encadre les jeunes et limite fermement leur ardeur et leur volonté d'évolution organisationnelle.	UPR
01/1936	MD participe à la campagne bordelaise, contre le Pr. Gaston Jèze qui défendait l'intégrité de l'Éthiopie. Bagarre rangée avec les étudiants de la Faculté de Lettres.	Facultés de Bordeaux
21/02/1936	Article virulent, antisémite, contre Zay, Blum, Jèze et Flandin, signé du pseudonyme Alceste (MD ?).	<i>L'UPR</i> (mensuel)
21/02/1936	Article signé « Alceste » (seul), antisémite et anti-gouvernemental.	<i>La Liberté du Sud-Ouest</i> (quotidien catholique)
03/1936	MD présent à la table d'honneur lors d'un dîner des dirigeants de <i>Jeunesse</i> .	<i>Jeunesse 36</i> (mensuel)
04/1936	MD dans sa rubrique, publie un billet, « au fil des jours », où il critique le Pr. Jèze, qu'il avait combattu avec les JUPR, depuis janvier 1936. Il termine ainsi : « L'affaire Jèze est terminée... Enfin ! ».	<i>Jeunesse 36</i> (mensuel)
04/1936	Dans un article du journal, Maurice Duverger rédige un article sur « Les écrivains révolutionnaires ». Il écrit notamment : « <i>Les collaborateurs littéraires de l'Huma-Moscou sont M.M. les Camarades : Claude Aveline, Julien Benda, André Chamson, Charles Dullin, Joseph Jo Linon, André Gide, Jean Giono, Henri Jeanson, Louis Jouvet, H.R. Lenormand, René Maran, André Malraux, Victor Margueritte, Charles Vildrec, Maurice de Vlaminck. Ils sont quelques uns spécialisés dans une littérature ordurière que l'on n'ignore pas, hélas ! À écarter absolument</i> », comme vous dites, cher Alceste et Philinte de <i>La Liberté du</i>	<i>Jeunesse 36</i> (mensuel)

<i>Date</i>	<i>Types d'engagements et d'événements</i>	<i>Espaces d'engagement</i>
	<i>Sud-Ouest</i> . Dans la dernière phrase, Duverger semblant dialoguer avec lui-même, nous laisse un indice intéressant, concernant l'utilisation symptomatique de pseudonymes.	
04/1936	Dans la rubrique « Quartier latin », MD rédige un petit billet traitant le maire néo-socialiste de Bordeaux, Adrien Marquet, de « petit Machiavel » « blême et angoissé ».	<i>Jeunesse 36</i> (mensuel)
04/1936	MD rédige un compte rendu dithyrambique de l'ouvrage antiparlementaire de son ami Robert Cassagnau (ex des Jeunesses Patriotes de Taittinger), intitulé « Monsieur le Président ».	<i>Jeunesse 36</i> (mensuel)
08/1936	Intervention à Libourne avec Robert Cassagnau, en présence du député de Vendée, François Boux de Casson sur le thème : « nos libertés en péril ». Le compte-rendu présente ainsi l'intervention : « <i>Maurice Duverger, étudiant en droit, parla des libertés françaises menacées par la dictature moscoutaire. Il affirma, aux très vifs applaudissements de l'assistance, que la jeunesse française n'était pas décidée à se laisser bâillonner par les valeurs de l'étranger</i> ».	<i>Jeunesse 36</i> (mensuel)
09/1936	Réunion à Arcachon des JUPR. Le compte rendu précise : « <i>Maurice Duverger indiqua de quelle façon le ministère Blum, pour satisfaire les communistes et Paul Faure, se prépare à étrangler la presse libre.</i> »	<i>Jeunesse 36</i> (mensuel)
11/1936	Article nettement antisémite contre Léon Blum et le Front Populaire, signé « Alceste ».	<i>L'UPR</i>
12/1936	Crise interne de l'UPR ; départ de nombreux jeunes dont MD.	UPR
01/1937	Article antisémite, signé « Alceste », contre « la maison Blum-Moch-Zay-Blumel-Cahen-Lévy » (<i>sic</i>).	<i>L'UPR</i> (mensuel)
02/1937	Violent article antisémite signé « Alceste », intitulé « Mirobolanblum ».	<i>L'UPR</i> (mensuel)
03/1937	Article antisémite contre Léon Blum, signé « Alceste ».	<i>L'UPR</i> (mensuel)
10-11/1937	Article antisémite « Métèques et marxistes », signé « Alceste » (dont c'est le dernier article).	<i>L'UPR</i> (mensuel)

La lecture de la presse du parti montre donc l'activisme de Maurice Duverger et son ascension fulgurante, malgré son jeune âge, tant dans le mouvement, celui des étudiants (qu'il dirigea rapidement, étant aussi délégué à la propagande des JUPR), que dans l'UPR. On observe sa frénésie journalistique, rare chez un adolescent, et aussi ses performances politiques, que l'intéressé découvrit lui-même, fasciné qu'il fut par la prise de parole en public et l'art oratoire.

Notons au passage le différend qui opposa, trois ans après son adhésion, Maurice Duverger, représentant des JUPR, à Philippe Henriot – ce dernier déclarant que les jeunes devaient « *mieux étudier la politique* » : l'opposition frontale concernait l'organisation de l'ensemble du parti. Ce conflit, latent depuis quelques mois, qui éclata lors du 4^{ème} Congrès de l'UPR tenu à Langon en décembre 1935, distendit les liens et allait entraîner le départ de nombreux jeunes membres à la fin de 1936 et en 1937.

Malgré ce qui fut là le début d'une rupture entre Duverger, son « Chef » et son mouvement, une chose apparaît à travers tout cet activisme précoce et boulimique : dans ses articles et ses discours, il fut fasciné par la personnalité d'Henriot. Surtout par ses dons oratoires (ce dernier ne préparait jamais ses discours et improvisait toujours de manière émouvante et incantatoire). Il reconnaît, parlant du *leader girondin*, dans ses mémoires :

« J'ai été séduit par son éloquence dès que je l'ai entendu. J'ai calqué sur elle mon style, mes intonations. À mon insu, je prenais un certain rythme de phrases, quelques tics. Henriot était un extraordinaire orateur. Le plus grand de tous ceux que j'ai connus, de loin ¹³. »

Mais point seulement quant à la forme. Sur le fond, Duverger partagea aussi l'idéologie henriotiste exprimée à plusieurs reprises quant à l'antirépublicanisme et surtout à l'antimaçonnisme qui le caractérisaient (leitmotiv obsessionnel dans la stigmatisation de ses adversaires républicains). Dans la traîne d'un tel *leader* charismatique, une ferveur journalistico-politique envahit le jeune militant et ne le quittera plus (Duverger déclarera à Claude Glayman, en 1975 : « *Le journal est*

¹³ Maurice Duverger, *L'Autre Côté des choses*, Paris, Albin Michel, 1977, p. 15 et 30.

ma préoccupation première. Il tient une place essentielle dans ma vie », cf. Le Sel et le Refus, p. 20).

Que peut-on retenir de façon synthétique sur ce premier engagement et la « mystique » qui l'anima, particulièrement sensible dans ses articles de *Jeunesse* 34, 35, 36 ¹⁴, mais aussi de ceux publiés dans divers journaux d'une droite catholique extrême ?

Ne donnons là que quelques exemples.

Lors de son discours du 8 septembre 1935 dans le Libournais, à une réunion de l'UPR à laquelle participait aussi Xavier Vallat, Maurice Duverger révéla son souci « d'arriver », « d'obtenir une place ». Cependant, à travers un véritable combat social, cela se révélait difficile en raison de la concurrence... des étudiants étrangers et des femmes. Xénophobie et sexisme ? Écoutons-le un instant, à travers le compte-rendu officiel que le journal du parti, *L'UPR*, dressa de son premier grand discours :

« Maurice Duverger fournit alors des chiffres impressionnants, montrant que le nombre des étudiants a quadruplé en trente années, qu'il y a pléthore d'avocats, que les licenciés ne peuvent trouver à s'employer dans un corps professoral au complet, que ces diplômés viennent par conséquent et sans grand espoir de succès concurrencer certains ingénieurs de l'industrie et souligne le danger considérable que représente la constitution d'un prolétariat intellectuel, lassé de courir avec les situations, chaque jour plus aigri, plus amer et prêt à devenir l'âme d'une révolution toujours possible.

Le rapporteur proteste aussi contre l'envahissement de nos Facultés par les étudiants étrangers qui, une fois leurs diplômes conquis, font à nos étudiants français une redoutable concurrence.

Il signale le danger que représente l'école unique dont l'application complète va considérablement accroître la gravité de la crise dans les milieux intellectuels.

Il faut donc, déclare Maurice Duverger, supprimer l'école unique, rendre la France aux Français, remettre la femme à sa vraie place, c'est à

¹⁴ Nous avons consulté les collections quasi complètes de ces deux journaux aux Archives départementales de la Gironde où ils sont déposés sous les côtes : 6 I/L 55 (pour *L'UPR*) et 6 I/L 105 (pour *Jeunesse* 34, 35 et 36).

dire au foyer, au lieu de distribuer sans mesure des diplômes à la fin des études, instaurer une sorte de concours à l'entrée des Facultés afin de n'y recevoir que ceux qu'on pourra pourvoir d'un poste.

Les pouvoirs publics ont accumulé, ici comme ailleurs, des erreurs et des fautes, l'union de tous les bons Français sera un des meilleurs instruments du redressement national. »

Autre spécimen surprenant du mimétisme envers Henriot. Il s'agit là d'un article paru dans le numéro d'avril 1935 de *Jeunesse* 35, intitulé « Les Trahisons de Pierre-Étienne », à l'encontre du Président du Conseil Flandin, qui avait succédé au gouvernement Doumergue, issu de la crise du 6 février 1934 :

« Ce n'est pas le titre d'un roman policier jailli de l'imagination fertile de M. Georges Simenon.

C'est, malheureusement, une histoire vraie, terriblement vraie...

Car Flandin pourra prendre devant de multiples objectifs des poses avantageuses et photogéniques ; il pourra essayer d'endormir l'opinion par des discours publicitaires, où tout est dosé au compte-gouttes afin de plaire à chacun des éléments disparates de sa majorité ; il aura beau refaire des centaines de fois sa propre apologie, il ne nous fera jamais oublier que, devenu président du Conseil par une trahison, il s'est ensuite montré digne de cette origine en accumulant trahison sur trahison, truf-fées de-ci de-là d'abandons, de renonciations et de lâchetés.

Pour satisfaire son ambition personnelle au détriment de l'intérêt de sa patrie, il a renversé son chef, Gaston Doumergue. Ce fut la première trahison.

Depuis, beaucoup d'autres ont suivi...

Une seule chose pouvait et peut encore sauver la France : une réforme politique profonde. Cela, Flandin le sait, parce qu'il est intelligent. Mais pour conserver sa majorité, il a définitivement renvoyé aux calendes grecques cette réforme indispensable : Trahison !...

Flandin avait promis toute la lumière sur les scandales impunis. Il avait déclaré que la justice serait prompte et "inexorable". Jusqu'ici il n'a fait qu'accentuer encore l'œuvre d'étouffement de la Franc-Maçonnerie : Trahison...

Flandin a empêché les parents et les amis des martyrs du 6 février, ainsi que tous les vrais Français, de défiler place de la Concorde au jour

anniversaire du sacrifice. Mais il a donné pleine et entière autorisation au Front Commun de former un cortège, le 10 février. Il a même poussé la condescendance jusqu'à envoyer le F.. maçon Régnier et le F.. maçon Langeron se joindre au susdit cortège : Trahison...

Flandin a laissé le Front Commun continuer son agitation criminelle (guet-apens de Chartres ; assassinat de Marcel Langlois, etc...) et préparer ouvertement le désarmement des officiers de réserve et la dissolution des Ligues Patriotiques : Trahison...

Flandin a chassé du Haut-Commandement l'illustre Weygand, alors qu'il était si facile de le conserver en activité, comme l'a justement fait remarquer Jean Fabry. Ainsi a été réalisé le projet éclos dans la cervelle des sinistres Daladier-Frot, la veille du 6 février : Trahison...

Flandin s'est toujours proclamé ennemi de toute inflation, Flandin a fait voter l'élévation du plafond d'émission des Bons du Trésor, ce qui est de l'inflation déguisée et un début d'asservissement politique de la Banque de France : Trahison...

Pour obéir aux injonctions Blumiques et Cachinoises, Flandin a consenti à cette chose honteuse que fut "l'escamotage" du Chancelier fédéral d'Autriche : Trahison...

Le Maréchal Pétain a lumineusement démontré la nécessité absolue de revenir au service de deux ans. Sur l'injonction des radicaux et des Loges maçonniques, Flandin n'a présenté qu'un avorton de projet transitoire. La France peut mourir, l'essentiel est de conserver une majorité : Trahison...

Je pourrais continuer encore longtemps cette énumération. Je ne sais si les colonnes de Jeunesse 35 suffiraient à la contenir.

Comme disait l'autre : "J'en passe et des meilleures !" Que dire, par exemple, de l'exhibition à travers toute l'Algérie du F.: Marcel Régnier, dont la seule fonction dans le ministère semble être l'arrosage par les fonds secrets et la protection du Front Rouge !

Seule, la présence dans ce ministère de quelques hommes intelligents et honnêtes, qui s'efforcent de contrebalancer l'action néfaste de Flandin, Herriot, Régnier et consorts, a pu l'empêcher jusqu'ici de s'effondrer devant la toute-puissance de la poussée nationale.

Monsieur Flandin, vous avez déclaré, une larme à l'œil et un sanglot dans la voix : "J'ai gardé la foi républicaine !"

Cette phrase a un relent maçonnique que tout le monde a senti. Et puis, voyez-vous, la foi républicaine, ça ne suffit pas.

*Ça peut donner une majorité.
Ça n'est pas suffisant pour sauver le pays.
Pour cela il faut l'oubli de soi, de l'abnégation, ce qui vous manque trop, et il faut aussi, au fond du cœur, profonde, inébranlable, la foi française.*

*Monsieur Flandin, vous êtes très, très habile...
Vous feriez un excellent équilibriste...
Vous connaissez admirablement l'art du dosage parlementaire...
Vous recueillez de grosses majorités dans la Grande Maison sans fênetres...*

*Mais, je voudrais que vous entendiez les cris et les sifflets qui saluent l'apparition, sur un écran, de votre sourire satisfait.
Car vous pouvez avoir la confiance des Loges.
Vous pouvez avoir la confiance d'une Chambre servile.
Vous n'avez pas la confiance du pays !
Le peuple de France ne s'est pas laissé duper par vos fanfaronnades :
Quand on lui dit Chautemps, il répond : À bas les voleurs !
Quand on lui dit : Daladier, Frot : il répond : Mort aux assassins !
Quand on lui dit : Flandin, il répond : Assez d'abdications !
La France a besoin d'un chef courageux et loyal...
Monsieur Flandin, vous êtes indigne de la gouverner. »*

À travers la redondance sur le sujet des discours locaux et des articles d'Henriot, le mouvement se déclara profondément antirépublicain et antimaçonnique. Mais il se révéla également antisémite sur toute la ligne, comme le révèlent plusieurs numéros du mensuel *L'UPR*, notamment certains articles sous la plume d'un mystérieux « Alceste » (un pseudonyme qui peut être celui de Maurice Duverger) attaquant violemment Léon Blum, récidivant à plusieurs reprises dans le quotidien catholique de *La Liberté du Sud-Ouest* accolé au pseudonyme théâtral de Philinte...

Il est clair que *L'UPR* et *Jeunesse* partagèrent, sous la houlette de Philippe Henriot, la même haine contre les étrangers, la franc-maçonnerie, les Juifs en général, Léon Blum, le gouvernement du Front-Populaire et les grèves en particulier.

Le mensuel *Jeunesse* 34, 35, 36, se déclara aussi ouvertement mussolinien. Il organisa aux vacances de Pâques de 1935 un voyage de quinze jours à Rome en faveur du mouvement étudiant auquel appartenait Maurice Du-

verger. Pilotée par le fils de Philippe Henriot, la délégation bordelaise d'une vingtaine de membres, fut même reçue dans le bureau du *Duce*, qui félicita ces « camarades » ! Tout cela dans le droit fil des révélations produites par Max Gallo dans sa thèse sur la cinquième colonne en France : Philippe Henriot, comme d'autres politiciens du pays, « passait à la caisse » de l'Ambassade italienne de Paris, aux bons soins du Commandatore Landini ¹⁵. Maurice Duverger, qui devint, début 1936, président du Groupe des étudiants de l'UPR, produisit de nombreux articles dans *Jeunesse*, notamment sur le corporatisme, mais aussi sur le conflit éthiopien. Il fut encore, de janvier à avril 1936, un des meneurs de la Faculté de Droit, qu'il avait rejointe en 1935, dans les manifestations contre le professeur Jèze qui défendait à la SDN l'Éthiopie face à Mussolini, son envahisseur.

Si, en termes d'amour-propre et dans son for intérieur, le jeune éditorialiste, qui venait d'effectuer sa première ascension politique dans l'henriotisme, se vexa et ne se remit jamais de la leçon politique que lui donna en public son « chef », en décembre 1935, il n'en épousa pas moins l'idéologie du leader fascistoïde de l'UPR bordelaise. Cependant sa rupture avec lui devint inévitable, d'autant qu'Henriot, très parisien aussi, continua à faire de la politique locale du passé pour être élu dans sa circonscription... Les événements aidant, au moment de ses vingt ans, l'étudiant en droit sentit l'air du large. Il voulait du neuf, quitter le monde trop bordelais de sa première organisation et de journaux qui pourtant lui avaient servi de matrice d'action et de pensée transposables, bref, de première rampe politicienne de lancement. Il était mûr, désormais, pour être charmé par d'autres sirènes : celles du doriotisme, qui allaient se réclamer plus clairement d'un « fascisme » français. Le jeune gogo politique plongeait tête en avant dans de nouvelles eaux troubles, sentant le fraîchin, tout autant que celles de l'henriotisme...

¹⁵ Cf. Max Gallo, *Contribution à l'étude des méthodes et des résultats de la propagande et de l'information de l'Italie fasciste (1922 - 1939)*, Thèse de III^e Cycle, Université de Nice, consultée à la BDIC de Nanterre, Côte Q. Rés. 362/4. Une version vulgarisée et caviardée a été publiée sous le titre, *Et ce fut la défaite de 40. Cinquième Colonne*, Paris, Plon/Perrin, 1980, p. 124-139.

I. 2. Un second souffle fascistoïde : le doriote (1936-1938)

[Retour à la table des matières](#)

L'engagement de l'ancien henriotiste s'inscrit dans le contexte de la période du Front populaire et des grandes grèves, assimilées par le *leader* d'« Action française », Charles Maurras, à « *des saturnales* », mais aussi dans la constitution progressive d'un Front de la Liberté, mené par tous les « nationaux » sous l'impulsion du « Chef ». Fondé le 28 juin 1936 à partir du fief de Jacques Doriot, ancien militant communiste à Saint-Denis, le PPF, parti de clientèle (plus que de masse) démarra sur les chapeaux de roue ¹⁶. À Bordeaux et en Gironde, le parti fut confié à un grand entrepreneur de travaux publics, Jean Le Can (qui avait participé à l'édification des installations du Port Autonome). Le premier secrétaire permanent et le trésorier du parti appartenaient à l'entreprise de ce dernier qui finança encore l'hebdomadaire local, *Le Libérateur du Sud-Ouest*. Le siège se situa Allées de Tourny, en plein centre, dans une des avenues les plus prestigieuses de la ville. Le programme doriote était simple :

« 1° Abattre le Communisme ; 2° Refaire la France ; 3° Construire l'Empire ; 4° Forger une âme collective. »

La structure régionale fut mise sur pied début 1937. Selon l'historien Dieter Wolf, la région du Sud-Ouest regroupait dix-neuf sections actives (dont douze à Bordeaux même) et 38 virtuelles (c'est à dire intermittentes) ¹⁷. À la fin de l'année

¹⁶ Sur le PPF, on peut lire notamment : Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les Non-Conformistes des années trente*, Paris, Le Seuil, 1969 (réédition 1972, 1987, 2001) ; *L'Illusion politique au XX^{ème} siècle*, Paris, Économica, 1999 ; Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Le Seuil, 1983 ; Philippe Burin, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery*, Paris, Le Seuil, 1986 ; Jean-Paul Brunet, *Doriot. Du communisme au fascisme*, Paris, Baland, 1986 ; Robert Soucy, *Fascismes français ? 1933-1939 : mouvements antidémocratiques*, Paris, Autrement, 2004 ; Pierre Milza, *Les Fascismes*, Paris, Imprimerie nationale, 1985, *Fascisme français, Passé et présent*, Paris, Flammarion, 2000 ; Dieter Wolf, *Doriot. Du communisme à la collaboration*, Paris, Fayard, 1969 ; Victor Barthélémy, *Du communisme au fascisme. L'histoire d'un engagement politique*, Paris Albin Michel, 1978 ; « Historisme de Jacques Doriot », *Les Nouveaux Cahiers du CERPES*, Amiens, 1977 ; Dominique Fernandez, *Ramon*, Paris, Grasset, 2009.

¹⁷ Cf. Dieter Wolf, *Doriot. Du communisme la collaboration*, op. cit., p. 219-220.

1936, la police municipale évaluait les effectifs à 3500 adhérents (Wolf parle, quant à lui, de 4000 membres). L'hebdomadaire du parti tirait, au niveau des neufs départements de la région, en 1936, à 12 000 exemplaires. Mais les chiffres s'effondrèrent rapidement, en raison d'une crise, fin 1937...

Les activités de Maurice Duverger dans le PPF, auquel il adhéra fin décembre 1936, furent, comme dans l'UPR précédente, très intenses. Elles confirmèrent les qualités oratoires de ce dernier, et aussi l'ascendant qu'il prit, comme antérieurement, sur ses jeunes « camarades », dont beaucoup émanaient de la Faculté de Droit (qu'il n'avait rejointe, lui, qu'en janvier 1935), et qui se trouvaient beaucoup plus âgés que lui. Un tableau synoptique de son dynamique engagement le montre de façon claire.

ENGAGEMENT POLITICO-JOURNALISTIQUE
DE MAURICE DUVERGER (MD)
AU PPF DE JACQUES DOROT (décembre 1939-juin 1938)

<i>Date</i>	<i>Types d'engagements et d'événements</i>	<i>Espaces d'engagement</i>
12/1936	MD s'inscrit au PPF de Doriot, suivi quelques semaines plus tard, début 1937, par son ami Marc Granet, qui venait du Frontisme de Gaston Bergery	PPF
23/12/1937	Jacques Doriot préside un grand banquet populaire à Bordeaux, pour le lancement de son parti dans la région.	PPF de Bordeaux
01/1937	Le PPF compte à Bordeaux environ 4000 adhérents. On dénombre 19 sections actives (dont une universitaire, divisée en 7 sous-sections disciplinaires, et 5 autres à Bordeaux même) et 38 intermittentes.	PPF de Bordeaux
04/02/1937	Organisation du bureau bordelais de l'UPJF, devant regrouper autant les jeunes ouvriers que les jeunes universitaires.	UPJF de Bordeaux
25/02/1937	Premier discours de MD au Café Tourny. On le désigne « orateur du Rayon de Bordeaux ». Il fit un discours nettement anticomuniste. Il affirma notamment que si le stalinisme prenait le pouvoir, il ferait de la société française une société d'oppression. Selon lui, Doriot proposait une solution réaliste, fondée sur trois principes : l'égalité (qui n'était pas un nivellement par le bas, mais la possibi-	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire)

<i>Date</i>	<i>Types d'engagements et d'événements</i>	<i>Espaces d'engagement</i>
	lité d'« être en course pour chaque citoyen » – toujours le désir de grimper, d'arriver dans la hiérarchie sociale !), la collaboration (qui devait supprimer la haine des classes), et la compétence (qui assumait la régulation des professions par ceux qui les pratiquaient, par les entreprises, partageant les bénéfices entre le Capital, le Travail et la Technique, par l'organisation des corporations, ainsi que par la création de régions économiques plaçant les corporations sous l'arbitrage de l'État).	
27/02/1937	Discours de MD devant la 9 ^{ème} Section de Bordeaux, portant sur « la question autrichienne et l'Anschluss », mais aussi sur les positions du PPF concernant les problèmes financiers et coloniaux.	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire)
18/03/1937	Création d'un « Centre d'Étude et d'Information du Parti ».	PPF
25/03/1937	MD fait un exposé sur la doctrine sociale du PPF, prônant l'octroi à tous d'une part de chance égale permettant aux meilleurs de toutes les classes sociales de s'affirmer. À la fin de la réunion, l'assemblée chanta l'hymne du Parti : « France libère-toi ». MD avait terminé son discours par ce slogan : « Avec Jacques Doriot, en avant ! »	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire)
8/04/1937	Premier article important de MD intitulé « Jeune, Doriot t'appelle ! ».	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire)
10/04/1937	Discours de MD dans une réunion de la 4 ^{ème} Section de Bordeaux sur le thème du « redressement du pays et de l'Empire ».	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire)
15-22/04/1937	Publication dans le journal du Parti d'une rubrique cinématographique, signée par le passionné de cinéma qu'était MD, sous le pseudonyme « Louis-Maurice Orgène », cet « Orgène » que l'on retrouve plus tard sous l'Occupation, dans le journal <i>Le Progrès de Bordeaux</i> .	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire)
22-23/05/1937	MD fait partie, avec son ami Marc Granet, de la délégation des jeunes du Parti au premier Congrès de l'UPJF tenu dans la Salle de la Mairie de Saint-Denis les 22 et 23 mai. MD fut chargé de prononcer un discours lors de la séance finale. Il obtint un tel succès, qu'il fut publié dans l'organe national de l'UPJF, <i>Jeunesse de France</i> . Au congrès étaient présents, outre Jacques Do-	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdo-

<i>Date</i>	<i>Types d'engagements et d'événements</i>	<i>Espaces d'engagement</i>
	riot, Drieu La Rochelle, qui fit une intervention, Claude Popelin, Ramon Fernandez.	madaire) UPJF
05/1937	À son retour de Paris, MD est bombardé secrétaire de la fédération régionale de l'UPJF et membre du Comité central de l'UPJF (Union populaire de la Jeunesse de France).	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire) UPJF de Gironde
11/06/1937	Congrès départemental de l'UPJF en présence de Paul Marion, venu de Paris. Un étudiant en droit, nommé Pierre Garat – que l'on retrouve sous l'Occupation chef du « Service des Affaires juives » de la Préfecture régionale, lit un rapport sur l'activité de la Section des jeunes à la place de MD, retenu par les examens.	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire) UPJF de Gironde
15/06/1937	S'est tenue le 10 juin une réunion de la 5 ^{ème} Section de Bordeaux sur le problème de l'antisémitisme du Parti après un exposé du Secrétaire de district Roland Lamothe. Ce dernier parle de « la domination métèque et juive ». La France appartient aux Français.	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire) PPF de Gironde
15/08/1937	MD participe à Paris au Congrès pluraliste de « Jeunesse et socialisme », réunissant divers mouvements de jeunesse (radicaux-socialistes, frontistes, de l'USR de Déat, des membres du « Rassemblement universel pour la Paix » ; des représentants des coopérateurs, des « Fils de tués », des jeunes de l'Union Catholique des combattants et l'UPJF.	Congrès « Jeunesse et socialisme », Paris
09-11/1937	MD se voit confier par le PPF local la rédaction en chef du <i>Libérateur du Sud-Ouest</i> . Aidé par son ami Marc Granet, il est quasiment seul pour activer un journal... qui ne se vend pas et qui n'a pas grand chose à dire. Ledit hebdomadaire cessera fin septembre 1937, en relation avec la grave crise interne qui traversa le parti.	<i>Le Sel et le Refus</i> , p. 36-40
09-11/1937	MD et son ami Marc Granet, à qui le Parti a confié la rédaction de la page « Jeunesse » du <i>Libérateur du Sud-Ouest</i> meublent comme ils le peuvent les colonnes du journal en publiant une série d'articles politiques : « Le socialisme et nous » ; « La démocratie et nous » ; « Bergery et nous ».	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire)
23/09/1937	Article de MD intitulé : « En nous rendant l'Espérance, Doriot nous a rendu la Gaieté », inspiré de l'ouvrage de Drieu La Rochelle, <i>Avec Doriot</i> .	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire)

<i>Date</i>	<i>Types d'engagements et d'événements</i>	<i>Espaces d'engagement</i>
21/12/1937	Premier article de MD sur « la collaboration des classes ». Second article placé sous le signe de Proudhon (Entre Capitalisme et Socialisme, il y a un monde à construire »). Publication dans ce même numéro du discours intégral prononcé par MD lors du Congrès de Jeunesse et Socialisme d'août 1937, texte déjà publié dans <i>Jeunesse de France</i> , l'organe de l'UPJF.	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire)
6/11/1937	<p>Article de MD sur le thème : « Rien ne divise la jeunesse de France », il se termine ainsi : « <i>Les vieux cadres se brisent. Les vieilles barrières tombent. Par-dessus les étiquettes et les programmes, tous les jeunes se reconnaissent. Ils constatent l'identité profonde de leurs intérêts et de leurs aspirations.</i></p> <p><i>Laissons les vieillards se battre avec les souvenirs d'un passé qui se meurt. Nous, Jeunes, unissons-nous pour réaliser les espérances d'un avenir qui naît. »</i></p> <p>On retrouvera ce type de formulation quasiment à l'identique dans les articles du MD de l'Occupation, dans le Journal <i>Le Progrès de Bordeaux</i>.</p>	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire)
11/1937	Grave crise interne dans le PPF girondin. Exclusion de nombreux dirigeants et militants. Les causes en furent notamment financières (Doriot ayant « roulé » le responsable local, l'industriel Jean Le Can, à qui l'opération coûta près d'un millions de francs de l'époque...	Rapport du Commissaire central de Bordeaux
14/11/1937	MD fait désigner Pierre Garat (précité) délégué régional à la Propagande. La décision est entérinée lors du Congrès du 28 novembre suivant, auquel participa Doriot.	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire)
20/12/1937	Article-bilan de MD concernant la jeunesse.	<i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> (hebdomadaire)
20/12/1937	<p>Dans un rapport le commissaire central de Bordeaux écrit : « <i>Un certain désarroi règne dans ce Parti et le bureau définitif, qui devait être constitué après le Congrès qui a eu lieu le 28 novembre, à L'Américan-Park, n'a pas encore été formé.</i></p> <p><i>Thurotte, Pierre, délégué du Comité central, qui se trouve actuellement à Bordeaux, assure l'expédition des affaires courantes. Il a réuni, à la Fédération du Sud-Ouest, qui groupe les Sections de la Gironde, des Landes, de la Dordogne, des Basses-Pyrénées,</i></p>	

<i>Date</i>	<i>Types d'engagements et d'événements</i>	<i>Espaces d'engagement</i>
	<p><i>du Lot-et-Garonne, de la Charente-Inférieure et des Deux-Sèvres, les groupes des Hautes-Pyrénées.</i></p> <p><i>Sur 2000 adhérents environ que compte la Fédération girondine, un millier de membres seulement continuent à verser leur cotisations. »</i></p>	Rapport du Commissaire central de Bordeaux
25/12/1937	Fin de la publication du <i>Le Libérateur du Sud-Ouest</i> en raison de la crise interne et du changement de direction dans le PPF régional.	Rapport du Commissaire central de Bordeaux
26/04/1938	MD est désigné comme président de séance lors d'une « réunion privée » tenue à 21h 30 au « Café de Tourny » à Bordeaux. Deux conférenciers intervinrent sur « La Révolution russe » et les menaces que les communistes français, aux ordres de Moscou, faisaient porter sur la France.	Rapport du Commissaire central de Bordeaux
10-11/06/1938	<p>Grande réunion privée, en présence de Jacques Doriot. Alors que le PPF était jusque-là resté relativement « neutre », il réclamait l'envoi par la France d'Ambassadeurs à Rome et à Burgos. Les noms de Maurice Duverger et de son ami étudiant en droit, Robert Ducos¹⁸, apparaissent sur l'affiche de convocation au meeting (cf. Annexe n°...). Dans son rapport au Maire Adrien Marquet, le commissaire central de Bordeaux écrit au sujet des interventions des orateurs :</p> <p><i>« J'ai l'honneur de vous faire connaître que 1800 personnes environ ont assisté à la réunion du Parti Populaire Français qui a eu lieu hier soir à 21 heures 30 à l'American-Park à Caudéran.</i></p> <p><i>Le Professeur Wangermez, de la Faculté de Médecine de Bordeaux présidait la séance.</i></p> <p><i>Ducos, Robert, prenant le premier la parole, après avoir déclaré qu'il n'adhérait à aucun parti, a exalté la mystique créée par Jacques Doriot, qui tente de refaire l'âme française.</i></p>	Rapport du Commissaire central de Bordeaux

¹⁸ Il s'agit ici du grand avocat bordelais Robert Ducos-Ader (que nous avons interviewé de façon enregistrée à son cabinet Place des Martyrs de la Résistance à Bordeaux en son temps et avec lequel nous avons engagé un échange de correspondance). Prix d'éloquence de la DRAC (délégation régionale des Anciens Combattants pilotée par l'Abbé Bergey) en 1938, ce dernier n'appartint pas officiellement au PPF tout en se rapprochant effectivement de lui, mais fit partie de « l'Équipe » et du journal *Le Progrès de Bordeaux*, de 1941 à 1943, signant des articles pétainistes sur les problèmes de jeunesse sous le pseudonyme d'« Henri Dangos » et sous la houlette de Maurice Duverger, mais aussi participant aux activités de la délégation régionale du secrétariat d'État de Georges Lamirand puis de Pélorsson.

<i>Date</i>	<i>Types d'engagements et d'événements</i>	<i>Espaces d'engagement</i>
	<p><i>Après lui, Maurice Duverger, du Comité central de l'Union Populaire de la Jeunesse Française, s'est élevé contre les politiciens qui sacrifient les français, et plus particulièrement les jeunes, pour satisfaire leurs intérêts personnels.</i></p> <p><i>Il a réprouvé les atrocités commises en Espagne par les deux partis, mais il a estimé que la France devait être représentée à Burgos et à Rome pour sauvegarder les intérêts français.</i></p> <p><i>Garat, du Comité directeur de l'« Union Populaire de la Jeunesse Française », a ensuite exposé la situation des jeunes qui ne peuvent trouver du travail en raison de la crise économique et a demandé à ces derniers de rejoindre le PPF dont le chef saura rénover le pays »</i></p>	

Là encore, Maurice Duverger s'imposa naturellement comme *leader* girondin de l'UPJF, mais encore révéla ses dons oratoires et intellectuels qui furent remarqués par le « Chef » Doriot et les caciques du parti. Au-delà des dérives de celui-ci, qui allaient encore entraîner son départ en juin 1938, ses qualités se précisèrent, de même que la passion des discours et des foules. Un peu comme si l'adolescent, qui eut vingt ans en 1937, recherchait à se « réaliser » en public, à s'affirmer par ses articles et ses idées pour tenter de se « montrer » et gagner, encore une fois, au-dessus des autres, une place au soleil. Cela, en déployant une idéologie « jeuniste » à grand spectacle, à la fois naïve, et prétentieuse, qui se voulait conquérante...

Sur le plan idéologique, le PPF était-il si éloigné que cela, pour le jeune Duverger, de l'UPR de Philippe Henriot ? Pas vraiment, nous allons le voir brièvement, d'autant que se rapprochèrent les « Nationaux » qui, contre le Front populaire, tentèrent de construire un « Front de la Liberté » en 1937, ramassant tous les aigris de la République.

Le nom de l'ancien propagandiste henriotiste apparaît pour la première fois dans le numéro 19 du 10 avril 1937 du *Libérateur du Sud-Ouest* rendant compte d'un discours de ce « sympathique camarade » qui fut très applaudi par la 4^{ème} Section de Bordeaux. La parole enflammée en question porta sur le redressement

du pays et les changements de méthode nécessaires pour construire une France nouvelle et un Empire « *purement et simplement français* ».

Le numéro précédent du 8 avril publia le premier grand article de Maurice Duverger dans *Le Libérateur du Sud-Ouest* : « *Jeune, Doriot t'appelle* », qui reprit l'idéologie « jeuniste » du temps de l'UPR d'Henriot.

« Les politiciens s'agitent, pérorent, alignent des phrases sonores et se livrent à des joutes oratoires... »

Dans les couloirs de la Chambre on échafaude de savantes combinaisons... Des yeux concupiscent louchent vers des portefeuilles ministériels... Ah ! ce petit jeu parlementaire, comme il est amusant !

Pendant ce temps la jeunesse de France est inquiète, angoissée. Pour tout avenir : la menace du chômage et au-delà, comme une ombre, le spectre de la guerre tout court...

Et le cœur vide, sans espérance, sans idéal...

Alors, la jeunesse se tourne passionnément vers les vieux partis, pour y chercher un appui.

À droite, on lui parle de Patrie. C'est un grand idéal... On en fait un thème à discours pompeux, claironnants et vides, désespérément vides ! Un patriotisme purement négatif qui ne s'occupe que de la défense du Pays, non de son organisation – et puis “des mots, des mots, des mots”... Voilà ce qu'on offre à la jeunesse.

Elle écoute alors les communistes. Ils font miroiter à ses yeux l'image d'une société régénérée, l'espoir d'un monde meilleur et plus humain... La jeunesse s'approche, presque conquise... et voici que derrière l'orateur communiste elle aperçoit le souffleur : Staline !... Staline qui se frotte les mains en pensant au jour prochain où les jeunes de France se feront trahir la peau, pour qu'il puisse se repaître de l'Asie en toute tranquillité !

Jeune de mon Pays et de mon âge, mon frère... trompé par les vieux partis... oublié des dirigeants de ce pays qui pensent à leurs intérêts personnels au lieu d'avoir souci de ton avenir... laisse-moi te raconter une histoire. Une histoire qui est belle comme une légende de notre vieille France. Mais une histoire vraie, tragiquement vraie.

Il est un homme qui, à ton âge, 18 ans, se trouva tout seul sur le pavé de Saint-Denis et fut aussitôt happé par l'engrenage infernal de la machine capitaliste.

Il prit contact – non par les livres mais par la vie quotidienne – avec l’injustice sociale, avec la condition inférieure faite au prolétaire par un régime inhumain. Il sentit peser lourdement sur ses épaules le joug d’une société bâtie toute entière sur l’égoïsme.

Alors, il voulut se libérer, et libérer ses compagnons. Il fit le grand rêve d’une société fondée sur la justice. Il se jeta dans le socialisme, puis dans le communisme.

Cet homme a vécu des années en Russie ; il a connu Lénine, Trotsky, Staline...

Il a parcouru le monde. Il a fait des révolutions...

Il a encaissé des coups, et il en a donné. Partout où il y avait du danger, il était au premier rang...

Puis, un jour, cet homme s’aperçut qu’on le trompait. Il constata que le Parti communiste, créé d’abord pour accomplir une révolution sociale française, était devenu l’instrument de la politique extérieure d’un pays étranger. Il s’aperçut que le communisme entraînait tout le prolétariat français, pieds et poings liés sous la dictature d’un misérable Russe qui a assassiné tous les compagnons de Lénine !

Il aurait pu faire comme tant d’autres, ou se taire ou “s’embourgeoiser”. Dans les deux cas, il trouvait honneurs et profits.

Il ne voulut faire ni l’un ni l’autre. Il eut le cran de reconnaître son erreur et il jura d’arracher le peuple de France, non seulement à la dictature de Staline, mais encore à la condition inférieure et injuste où le réduisit le grand capitalisme.

Cet homme, qui fait trembler à la fois communistes et conservateurs sociaux, qui inquiète à la fois Thorez et les magnats de la finance... Cet homme, c’est Jacques Doriot.

Notre Chef.

Jeune de ce pays, quelle que soit ta condition sociale, ouvrier, étudiant, paysan, commerçant... tu dois comprendre la leçon de cet homme. Tu dois tirer l’exemple de cette vie prodigieuse.

Doriot veut t’empêcher de tomber dans les erreurs où il est tombé.

Doriot veut te donner l’avenir auquel tu as droit.

Derrière lui, viens bâtir avec nous une société nouvelle, populaire et française ! »

La « *belle légende* » dont il s'agissait ne reliait-elle pas quelque peu le propagandiste ex-henriotiste à sa formation catholique initiale sur l'histoire politique du pays reçue à Grand Lebrun ? Celle-ci réduisait la réalité collective à des modèles héroïques vantant les exploits d'une suite de « saints » et de grands hommes. Jacques Doriot, un saint, séparé du grand capital malgré ses bailleurs de fonds ?

Dans son discours lors du Congrès de l'UPJF à Saint-Denis, Duverger récidiva, révélant le souci de tous les jeunes petits-bourgeois de conquérir une place au soleil, net dans cet extrait :

« Si nous portons nos regards au-delà des frontières, vers les nations où un régime totalitaire est instauré – vers l'Italie de Mussolini, vers l'Allemagne d'Hitler, vers la Russie de Staline – nous constatons que dans ces trois pays, si différents par la race, par le passé historique et par les idéologies présentes, il y a un caractère commun très profond : c'est que là-bas, la jeunesse occupe une place de choix. Là-bas, c'est sur la jeunesse que s'appuient les gouvernements ; là-bas, c'est pour la jeunesse qu'ils travaillent ; là-bas, c'est autour de la jeunesse que se concentrent les espérances de toute la Nation : là-bas – comme l'a dit Drieu La Rochelle – “c'est la jeunesse qui gouverne”.

[...] Ici, en France, il n'en est point tout à fait de même. Ici en France, après les crises graves du 6 et du 9 février 1934, au moment où le régime semblait ébranlé dans ses assises, après bien des recherches, on n'a pu trouver pour le sauver qu'un messie de 75 ans, usé par un demi-siècle de batailles parlementaires. Ici, en France, lorsque les jeunes essaient de se faire entendre, voilà ce qui les attend : comme l'ont vu dernièrement à Carcassonne les jeunes radicales-socialistes se dresser devant eux un régiment de vieilles barbes, une armée de politiciens chenus qui déversent sur eux un lot de paroles lénifiantes : “Jeunes gens, leur disent-ils, attendez... attendez... vous avez trop d'ardeur, trop d'enthousiasme, trop de foi, trop d'idéal ! Attendez que tout cela s'éteigne en vous comme un feu que l'on n'entretient pas... Et lorsque vous aurez perdu cette foi, cette ardeur, cet enthousiasme, cet idéal... lorsque vous serez devenus comme nous des pantins sans ressort, agités seulement par des intérêts solides et des ambitions mesquines, avec des âmes de coffre-fort... alors seulement vous pourrez prétendre à jouer un rôle dans la vie de ce pays !...”

S'il est criminel de dresser les classes sociales les unes contre les autres, il est aussi criminel de dresser les unes contre les autres les générations, cela nous le savons. C'est pourquoi, nous ne sommes pas de ceux qui réclament à grands cris : “à nous les places et tout de suite”. Non. Nous ne pensons pas que la jeunesse doive tout faire ; mais nous croyons

que la Jeunesse a quelque chose à faire. Nous ne voulons pas toutes les places ; mais nous voulons notre place.

Nous n'admettons pas que les hommes au pouvoir reprennent le triste mot qu'on attribue à Louis XV : "Après moi, le déluge". Après vous, il n'y a pas le déluge : il y a nous, nous les Jeunes...

Et cette simple constatation nous donne le droit de parler pour réclamer comme je viens de vous le dire, notre place, rien que notre place, mais toute notre place ! »

Le PPF ne fut-il pour tous ces « jeunes » qu'une simple rampe de lancement pour « arriver » ?

En tout cas, se glissant facilement d'un parti fascistoïde dans un autre, Duverger fut immédiatement remarqué, car il avait prononcé un discours entraînant au Congrès de Saint-Denis. D'ailleurs, Victor Barthélémy, membre du parti, écrit dans ses souvenirs que ce dernier « *fit sur le Congrès une profonde impression et se révéla comme un des espoirs du mouvement doriote* » ¹⁹.

Au-delà de ce thème redondant de l'utilisation de la « jeunesse » à des fins politiques, on retrouve encore dans le PPF des relents d'antisémitisme évidents, moins aigres cependant dans la formulation que ceux de l'UPR henriotiste. En voici quelques exemples.

Le numéro 30 du *Libérateur du Sud-Ouest* du 15 juin 1937, informa les lecteurs en page 2, de la tenue le 10 juin d'une réunion de la 5^{ème} section, où fut abordée le problème de l'antisémitisme du Parti. Le compte-rendu précisa à ce sujet :

« Le Secrétaire de district Roland Lamothe, aborde lui aussi une question nouvelle, la Question Juive. En toute impartialité et rendant hommage aux Juifs qui sont tombés pendant la grande guerre près des nôtres, citant les Juifs qui honorent les arts, la science, l'orateur estime cependant que cela ne leur donne pas des droits suffisants pour exercer sur le peuple français une dictature qui s'avère de jour en jour plus lourde et plus insupportable. Textes en mains, citant des passages des Protocoles des Sages de Sion, il démasque les ambitions dominatrices de la race juive, il dénonce le projet du gouvernement actuel mettant à la disposition de la

¹⁹ Victor Barthélémy, *Du communisme au fascisme. L'histoire d'un engagement politique*, op. cit., p. 119.

Pologne, nos colonies de Madagascar, Guyane, etc, pour y envoyer les réfugiés juifs. En terminant, il demande aux adhérents présents de lutter sans violence et sans haine, mais fermement, pour que la France, échappant à la domination métèque et juive, reste vraiment aux Français. »

Reconnaissons que pour Doriot, à cette date, l'anti-communisme quasi obsessionnel qui l'habitait primait par rapport à l'antisémitisme et à la xénophobie, présents cependant dès la création de son mouvement chez nombre de ses partisans attirés par son nationalisme fascistoïde.

Sur ce point, il est intéressant de citer l'analyse de l'historien Philippe Burin, auteur d'une synthèse sur « le processus de fascisation » comparé de trois leaders de la gauche dissidente de ces années trente, Doriot, Déat et Bergery. Il écrit, au sujet précisément de l'antisémitisme du PPF :

« Si, en 1936-1937, on n'en trouve que de rares et sournoises expressions dans la presse doriote, les choses changèrent vers l'automne 1937, et surtout à partir du congrès de mars 1938 ²⁰. »

Jacques Doriot lui-même renforça de toute son autorité l'orientation xénophobe et anti-sémite de son mouvement. Dans *La Liberté du Sud-Ouest* du 3 avril 1938, reproduisant un de ses discours, il écrivit que la présence de Léon Blum au gouvernement reposait la « *question juive* » (*sic*), précisant au passage :

« Les hommes de sa race devraient être les premiers à souhaiter qu'il s'en aille ²¹. »

Le PPF se gargarisa un temps de façon hypocrite (au regard de ses bailleurs de fonds et de son fonctionnement clientéliste), d'un « *rapprochement des classes sociales* », véritable piège à mouches pour capter la naïveté de jeunes intellectuels exaltés de la petite bourgeoisie arriviste, émus par toute la dimension psycho-affective, rituelle, colorée, mythique et symbolique du parti. *A contrario*, furent poursuivies les diatribes contre la Troisième République. Dans la foulée, on peut lire un article de Maurice Duverger – mimant ceux de Drieu La Rochelle dans

²⁰ Cf. Philippe Burin, *La Dérive fasciste*. Doriot, Déat, Bergery, op. cit., p. 295.

²¹ Cité par Philippe Burin, in *La Dérive fasciste...*, op. cit., p. 296.

L'Émancipation nationale quant au titre –, sous la rubrique « jeunesse » du *Libérateur du Sud-Ouest* du 30 septembre 1937, intitulé « *La démocratie et nous* », qui en dit long sur le respect de la République par les « Nationaux » d'alors. En voici un bref extrait :

« Nous ne sommes pas en démocratie.

Vous pensez le contraire, parce que tous les quatre ans vous déposez pieusement dans l'urne un bulletin de vote anonyme – perdu parmi des milliers d'autres bulletins anonymes...

Mais si votre candidat est battu, vous n'êtes pas représenté (c'est-à-dire que vous n'avez aucun pouvoir dans la nation) et s'il est élu, il fait ce qu'il veut – non ce que vous voulez – et vous êtes forcés de vous soumettre à ses quatre volontés... car il disposait de tous les moyens pour vous faire obéir !

Et vous appelez ça une démocratie ! [...]

« Ainsi donc, ce ne sera plus une poignée d'avocats et de professeurs qui dicteront des lois aux paysans, aux métallurgistes et aux chaudronniers... Les lois seront faites par ceux-là même à qui elles doivent s'appliquer, c'est la définition exacte du mot "démocratie".

Nous construirons la démocratie réelle à la place de la démocratie carton-pâte d'aujourd'hui. »

Dans le même sens, voici comment, idéologiquement, Duverger rêva d'une France du futur, sous la houlette de Doriot, rêve de Pérette que nous révèle cet extrait de son article du 21 octobre 1937 dans *Le Libérateur du Sud-Ouest* :

« La France que nous construisons sera bien différente de la France d'aujourd'hui, asservie au capitalisme d'une part, aux factions politiques de l'autre.

Que certains conservateurs, qui essaient – en vain – de nous séduire, ne s'y trompent pas. Lorsque Doriot sera au pouvoir, il faudra qu'ils comprennent... qu'ils abandonnent leur égoïsme. Nous ne serons jamais les gardiens de privilèges injustes ou de coffres-forts trop pleins.

Dans chaque usine, dans chaque entreprise, il y aura une Corporation d'entreprise. Là les délégués des ouvriers, les délégués des techniciens et les délégués patronaux se réuniront ensemble pour discuter de toutes les questions qui les intéressent. Ainsi, l'ouvrier ne sera plus la machine qui obéit aveuglément et sans rien pouvoir dire. Il sera collaborateur intelli-

gent d'une œuvre collective. La collaboration des classes remplacera la lutte et la haine.

Puis, dans chaque région, les délégués des Corporations d'entreprise formeront les Corporations régionales, et les délégués de ces Corporations régionales formeront dans la nation la Corporation Nationale. Chaque Corporation établira elle-même la loi applicable à ses membres.

Ainsi, chaque Français participera véritablement, réellement à la vie du pays.

Les lois seront faites par des gens compétents – et par ceux-là mêmes à qui elles devront s'appliquer.

Cette reconstruction du pays sur les deux bases des Syndicats et des Corporations, sera la première étape.

Ensuite, nous bâtirons l'Empire Français – c'est-à-dire l'union étroite avec la France et ses Colonies – qui nous permettra de nous libérer de la concurrence étrangère et de donner du travail, du pain – et du bien-être – à 104 millions d'hommes.

En procédant méthodiquement nous accomplirons une véritable révolution sociale.

À côté de ce que nous voulons faire, ceux qui se disent aujourd'hui socialistes feront figure de conservateurs.

Nous décentraliserons l'industrie. Les grandes usines d'aujourd'hui seront morcelées en une multitude de petits ateliers ayant chacun une quasi-autonomie. Ainsi nous restaurerons l'artisanat. Et l'ouvrier français ne sera plus un prolétaire. Il retrouvera ce que le grand socialiste belge, Henri de Man, appela "La joie au travail".

Nous décongestionnerons les grandes villes malsaines. Car chacun de ces ateliers autonomes pourra se trouver isolé dans un village (le service des transports de l'entreprise assurant le déplacement des objets d'un atelier à l'autre... comme « la chaîne » de l'usine taylorisée déplace l'objet d'un prolétaire devant l'autre). Et alors nous nous efforcerons de donner à chaque Français une parcelle de territoire national.

Il y a bien d'autres réformes sociales que nous avons envisagées. Tous ce qui sera possible nous le réaliserons. Aucune idée préconçue ne nous empêchera, car nous sommes des réalistes. »

Duverger, dans son important discours au Congrès de l'UPJF de Saint-Denis, défendra encore un projet corporatiste, se réclamera du « *grand socialiste belge Henri De Man* », en insistant sur le rôle décisif de « *la jeunesse* » dans la sauvegarde du pays.

Mais quel idéal incarner ? La réponse est simple : celui de Drieu La Rochelle, qui imprégna tous les jeunes du PPF de façon indélébile et durable. Ce fut véritablement le maître-à-penser de Maurice Duverger (comme d'ailleurs de son ami intime, Marc Granet), qui délivra sans cesse aux adhérents du doriotisme un parfum antidémocratique, anti-Front Populaire, antimarxiste à travers ses ouvrages, tels que *Socialisme fasciste* (1934), *Doriot ou la vie d'un ouvrier français* (1936), *Avec Doriot* (1937), ou divers de ses articles et discours ²². Pour Drieu – néo-chrétien à ses heures –, le fascisme n'était pas une idéologie, une doctrine, mais « une spiritualité ». Il écrit dans *L'Émancipation nationale* du 13 août 1937 :

« La définition la plus profonde du fascisme, c'est celle-ci : c'est le mouvement politique qui va le plus franchement, le plus radicalement dans le sens de la grande révolution des mœurs, dans le sens de la restauration du corps – santé, dignité, plénitude, héroïsme –, dans le sens de la défense de l'homme contre la grande ville et contre la machine... Parce que ce sont les hommes du XX^e siècle qui ne veulent pas mourir accablés de toutes les maladies qui guettent les sédentaires et les immobiles, avec des muscles débiles et des gros ventres à la terrasse d'un café ou dans l'ombre d'un cinéma. »

Il s'agissait de se situer au-delà de la politique politicienne et du parlementarisme français, en étant « *national et social, social et national* » (*sic*), selon une vision moraliste et strictement intellectuelle (donc élitiste !).

En retrouvant au cœur du PPF des accents néo-catholiques, Maurice Duverger adhéra de façon enthousiaste et sans grande discontinuité avec sa socialisation antérieure, à ce mythe fasciste français d'exaltation de la jeunesse, de l'esprit collectif, du corps, de la joie, du dévouement à un chef, de l'engagement dans une « équipe », prôné par Drieu.

²² Sur Drieu La Rochelle, on peut consulter notamment : Pierre Drieu La Rochelle, *Chronique politique, 1934-1942*, Paris, Gallimard, 1943 ; Jean-Louis Loubet del Bayle, *L'Illusion politique au XX^e siècle*, op. cit., passage sur Drieu La Rochelle, p. 71-139 ; Robert Soucy, *Fascist intellectual : Drieu La Rochelle*, Berkeley, University of California Press, 1979 ; « Le fascisme de Drieu La Rochelle », in *Revue d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 66, avril 1967 ; Michel Winock, « Une parabole fasciste : “Gilles” de Drieu La Rochelle », *Le Mouvement social*, 80, 1972, p. 29-47 ; Pierre Andreu, Frédéric Grover, *Drieu La Rochelle*, Hachette, 1979 ; Jean-Louis Saint-Ygnan, *Drieu La Rochelle ou l'obsession de la décadence*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1984 ; Marie Balvet, *Itinéraire d'un intellectuel vers le fascisme. Drieu La Rochelle*, Paris, PUF, 1984.

Avant de déchanter en juin 1938 (le maître à penser quittera lui aussi le parti dégénéré de Doriot en 1938, mais pour y revenir en 1939), le jeune militant bordelais, dans tous ses écrits et ses discours (jusqu'en 1944), sera profondément pénétré des propos et des visions de Drieu. Ses diatribes contre les politiciens républicains, contre la « *démocratie de carton-pâte* », son article du 23 septembre 1937 sur « *la distraction* » et « *la gaieté* » (« *une des qualités essentielles de notre race* », écrivit-il), son empressement à constituer en tant que responsable des mouvements de jeunes des groupes de danse, des bals, des sorties de cyclotourisme, la pratique des sports, de l'aviation, du vol à voile, au sein des sections de l'UPJF qu'il dirigeait régionalement, l'idée d'instaurer partout un « *foyer de la jeunesse* », où pourraient communier ouvriers et étudiants, la glorification des jeunes, le refus des « *vieilles divisions* », l'affirmation que l'UPJF était une « *grande famille* », la volonté de « *travailler, de s'amuser, de rire ensemble* », ne furent que la copie conforme des pulsions et des idées qu'instilla Drieu. De cette pensée, Duverger et ses amis retinrent surtout le concept d'« *équipe* », qu'ils réinvestiront sous l'Occupation, dans le journal *Le Progrès de Bordeaux*, cette fois sous l'égide du maire néo-socialiste de la ville, Adrien Marquet.

Hélas pour l'étudiant en droit, au-delà de ces plans tirés sur la comète du long terme, la réalité revint au galop, *via* la grave crise interne que traversa le PPF local (mais aussi national), fin 1937. De nombreuses exclusions eurent lieu. Au-delà d'une bataille de faction, les causes furent liées à la mésentente entre le responsable girondin coopté, qui était jusque-là le seul bailleur de fonds du mouvement, l'entrepreneur de travaux publics Jean Le Can, et le chef du PPF (Le Can avait avancé à Doriot une somme d'un million de francs de l'époque, soit-disant pour payer les personnels dyonisiens du parti, mais celle-ci fut utilisée à d'autres fins...).

Dans une atmosphère délétère, le parti allait s'effondrer à tous les niveaux en 1938. Aussi, les jeunes qui y avaient adhéré avec ferveur, furent décontenancés. Lors de la grande réunion privée qui eut lieu le 10 juin 1938, à l'*American-Park* de Caudéran à 21 h, en présence de Doriot, Duverger prononça son dernier discours devant l'assemblée, avec son ami de la Faculté de Droit, Robert Ducos. Il s'agissait, pour tous les nationaux « *de gauche et de droite* », de réfléchir sur la menace de guerre et de soutenir l'envoi d'ambassadeurs à Burgos (pour défendre de là les intérêts français au Maroc), comme à Rome. Maurice Duverger a lon-

guement détaillé cette soirée et son discours dans les deux versions de ses mémoires, prétextant *a posteriori* qu'il avait découvert l'horreur de la guerre d'Espagne en lisant Bernanos... Le Commissaire central de la Ville, qui couvrait en personne l'événement, donne une version bien différente et ne saisit pas de telles nuances dans le discours de l'intéressé :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que 1800 personnes environ ont assisté à la réunion du Parti Populaire Français qui a eu lieu hier soir à 21 heures 30 à l'American-Park à Caudéran.

Le Professeur Wangermez, de la Faculté de Médecine de Bordeaux présidait la séance.

Robert Ducos, prenant le premier la parole, après avoir déclaré qu'il n'adhérait à aucun parti, a exalté la mystique créée par Jacques Doriot, qui tente de refaire l'âme française.

Après lui, Maurice Duverger, du Comité central de l'Union Populaire de la Jeunesse Française, s'est élevé contre les politiciens qui sacrifient les français, et plus particulièrement les jeunes, pour satisfaire leurs intérêts personnels.

Il a réprouvé les atrocités commises en Espagne par les deux partis, mais il a estimé que la France devait être représentée à Burgos et à Rome pour sauvegarder les intérêts français.

Garat, du Comité directeur de l'«Union Populaire de la Jeunesse Française», a ensuite exposé la situation des jeunes qui ne peuvent trouver du travail en raison de la crise économique et a demandé à ces derniers de rejoindre le PPF dont le chef saura rénover le pays. »

Après le discours d'un Doriot toujours égal à lui-même, la Marseillaise fut entonnée et l'assemblée se sépara sans incident. Maurice Duverger fut très applaudi. Mais dans son for intérieur, il avait décidé, vu l'état de délabrement du parti local et ses contradictions politiques, de quitter le mouvement, jurant que l'on ne l'y reprendrait plus.

Échaudé à deux reprises, une première fois en raison de sa divergence avec Philippe Henriot, la seconde avec l'implosion de son parti, ce fut, affirme-t-il dans ses mémoires, la fin de son adhésion à toute organisation politique. Mais point,

nous allons le voir, celle de son engagement sur la scène publique, notamment sur le plan journalistique, qui le passionnait.

Comme si le feu de sa politisation antérieure n'était point encore éteint, il prononça une conférence-exhutoire, « *L'homme devant la vie* », face à un parterre catholique poursuivant son approche « jeuniste ». Puis devant l'Union féminine d'Action sociale (UFAS), très catholique, il tint une autre conférence en mars 1939, plus intellectuelle, sur un thème assez proche : « *La jeunesse et sa mystique* ». Autre conférence, toujours très prolix, devant la JEC du Père Dieuzaide (proche, lui, de l'Archevêque Feltin, mais orienté à gauche par son action sociale et ses engagements dans les mouvements de jeunesse), concernant la montée des fascismes qu'expliquait l'impuissance des démocraties, caractérisées par le désordre, la veulerie, la pagaille. Lors d'une « Conférence Montesquieu », il joua le rôle du procureur dans le procès fictif du nazisme à l'ordre du jour de la rencontre.

Entre 1938 et 1940, il se réfugia dans deux pôles d'activités dynamisants en soi, qui constituèrent pour lui un exutoire compensatoire de ses échecs politiques : un intense engagement théâtral, dans la troupe des « Compagnons du Bon Vouloir », fondée en 1932 et dirigée par Jean Lagénie, disciple du Cartel et de Jacques Copeau – Duverger joua avec elle jusqu'à la mi-46 ²³ ; puis l'Université, où il était en train de réussir brillamment son *cursus* de Droit.

Celle-ci allait constituer une école d'apprentissage de nouvelles valeurs, plus intellectuelles. Monta alors lentement en lui une « vocation d'enseignant ». Réputé « ennuyeux », le droit le surprit agréablement car il y retrouva le sens du classement, de la précision, du raisonnement, de la logique qu'il avait découvert lors de sa passion adolescente pour l'entomologie. Les cadres juridiques ne façonnaient-ils pas l'univers social dans une classification stricte et hiérarchisée ?

Un fait reste avéré : Maurice Duverger réussit parfaitement chaque étape de sa nouvelle formation de façon très brillante. À tel point que les journaux politiques auxquels il collaborait le félicitèrent sans cesse, tant *Jeunesse* que *Le Libérateur du Sud-Ouest*, pour les résultats de ses examens successifs. Muni de trois Diplômes d'Études Supérieures réglementaires, envisageant dans sa tête une éventuelle carrière de professeur d'université, il décida de s'inscrire en thèse sous la direc-

²³ Cf. Michel Bergès, *Le Pouvoir à Bordeaux (I). Les Nationaux, 1919-1945*, à paraître.

tion du maître incontesté du Droit public local : Roger Bonnard, par ailleurs membre du jury du concours d'agrégation en 1937-1938, élu membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique et pilier de la revue de référence d'alors, *La Revue du Droit public et de la Science politique (sic)*. Celui-ci allait devenir par étapes son mentor intellectuel, pour le meilleur et pour le pire.

Bonnard lui fit soutenir une première « leçon ». Cette épreuve s'avéra « catastrophique ». Démontant son analyse sur la forme et sur le fond, comme il n'en restait plus grand chose après ses commentaires, le juriste conseilla à l'impétrant, habitué à faire des discours, d'apprendre à construire des cours – ce qui était loin d'être la même chose ! Maurice Duverger obtint un enseignement d'histoire-géo à Grand Lebrun, sur un poste vacant. Vu son succès, le Collège rival de Tivoli lui offrit un cours identique qu'il accepta avec empressement. Par ailleurs, grâce à la protection de Bonnard, il obtint des heures en 1939-1940 pour les élèves du Lycée de Bordeaux candidats à l'École Coloniale, portant sur les matières du premier examen de la Licence en Droit.

Finalement, vu les résultats de cet étudiant, Roger Bonnard accepta de diriger sa thèse sur un sujet technique : *L'Affectation des immeubles domaniaux aux services publics. Traité théorique et pratique*. Le texte achevé comptait 535 pages. La démonstration, selon la méthode prônée par Roger Bonnard, aborda deux parties : une première, divisée en deux titres, concernant l'acte d'affectation (les affectations internes – en trois chapitres – et les affectations externes – en deux chapitres) ; une seconde sur les effets de l'affectation en deux titres (le premier incluant deux chapitres, le second, trois chapitres). Il s'agissait de discuter des principes anciens concernant la distinction du domaine public et du domaine privé, de l'inaliénabilité du domaine public, de la propriété et de la précarité de l'usage du domaine public, notamment au regard de lois nouvelles et de la jurisprudence, en intégrant un point de vue historique du sujet. La thèse, achevée en juin, sera soutenue le 4 août 1940, de façon urgente (avec pour membres du Jury, Roger Bonnard, le doyen Robert Poplawski – professeur de droit privé, adjoint au Maire néosocialiste Adrien Marquet – et le Pr. Réglade, publiciste). Elle reçut toutes les félicitations méritées et obtint par ailleurs en 1940 le Prix des thèses de doctorat de Droit de la Ville de Bordeaux.

Maurice Duverger, dont le poids et les mensurations ne correspondaient pas aux normes militaires d'alors (1m. 89 pour 59 kilos), fut exempté de service armé

au moment de la mobilisation. Reconnaissons, en lisant ses mémoires, *Le Sel et le refus*, puis *L'Autre Côté des choses*, que la « drôle de guerre » ne le préoccupa point. Il se désintéressa des affrontements de 1939-1940, comme ses amis pacifistes, indifférent qu'il fut toujours aux questions militaires. Pour ces jeunes politisés à leur façon, dans le fond, la situation était dûe à l'impéritie des politiciens. Quant à lui, il ne croyait plus, échaudé dans son passage dans l'henriotisme et le doriotisme, à la valeur du régime républicain à cette date, paralysé dans son fonctionnement. Il avoue :

« En juin 40, j'étais plutôt vichyssois, comme 99 % de mes compatriotes. La France était militairement battue. ²⁴ »

Regardons-y de plus près.

II. Un défenseur de la « Révolution nationale »

[Retour à la table des matières](#)

Il est difficile de ne pas constater les liens entre l'engagement si précoce de Maurice Duverger dans les années trente, qui fut pour lui un réservoir d'idées, de slogans, d'antiennes propagandistes, et son discours dans la période de Vichy. Malgré les ruptures introduites par ce régime, en si peu de temps, il y eut une grande continuité.

Par ailleurs, si jusque-là le contexte d'émergence des idées de jeunesse fut surtout lié à une socialisation urbaine localisée (familiale, collégienne, puis partisane), l'engagement de la période suivante fait intervenir des institutions extralocalisées, même si le local n'est pas absent de l'influence externe sur la pensée duvergérienne : d'un côté, la Faculté de Droit de Bordeaux en ses engagements collectifs sous un régime autoritaire, de l'autre, la préfecture régionale du préfet François Pierre-Alype, et la mairie de la ville, dirigée par un maire collaborationniste, sans parler, dans l'ombre, omniprésente, de la tutelle allemande quotidienne

²⁴ *Le Sel et le refus*, op. cit., p. 82.

sur la cité. Nous résumerons donc en premier lieu cette intervention des institutions collectives, engluée dans le vichysme (II. 1), avant de revenir sur « le retour du politique » chez Maurice Duverger, dans une dimension moins partisane que dans les années trente, mais porteuse de contenus à la fois élargis et redondants (II. 2.).

II. 1. Le pétainisme de la Faculté de Droit de Bordeaux

Ce premier niveau concerne le contexte d'engagement en faveur du régime de Vichy. Celui, en premier lieu, de la Faculté de Droit en tant qu'acteur collectif, sur le plan politique et administratif, dans ses relations « bonnardiennes » avec la préfecture, dont elle devint en partie une « succursale ».

Cette Faculté, qui se trouvait en plein centre, en face de la Cathédrale et de la Mairie, connut bien sûr les difficultés de l'Occupation, dès juin 1940 : réquisition de ses locaux par les Allemands, à plusieurs reprises – jusqu'au salon des professeurs – ce qui bloqua parfois des examens ; pénuries chronique de chauffage, l'hiver, mais aussi de papier, comme de nourriture ; contrôle des déplacements de chacun ; impositions de certificats administratifs impératifs ; en 1943, départs pour le STO des étudiants ; risques de bombardements ; port de masques à gaz. Réalité bien décrite par Marc Malherbe, à tous les niveaux ²⁵...

Signalons au passage que le nouveau régime, en rajoutant par rapport à ces problèmes de la zone occupée, tint tout de suite à caporaliser l'Université. Une loi du 5 décembre 1940 suspendit jusqu'au 31 décembre 1941 dans tous les établissements supérieurs les élections en vue de la représentation des doyens des Facultés et des chefs d'établissements – ceux en place restant en fonction –, les postes étant directement pourvus par le ministre en cas de vacances. De même furent différées les élections aux Conseils de l'Université ²⁶.

²⁵ Cf. à ce propos Marc Malherbe, *La Faculté de Droit de Bordeaux (1870-1970)*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1996, notamment p. 60 et sq.

²⁶ Cf. à ce propos, *La France sous l'Occupation*, Paris, PUF, 1959, op. collectif, préfacé par Daniel Mayer, l'article d'Alfred Rosier, « L'Université et la Révolution nationale », p. 127-143.

Au-delà de cette réalité cependant, l'état-major de la Faculté de Droit de Bordeaux profita de la situation pour imposer à plusieurs niveaux aux étudiants, à majorité masculins, un pétainisme officiel, qui surgit très vite du chapeau. La quasi majorité du corps s'engagea, *intuiti personnae*, dans le maréchalisme et dans le pétainisme, idéologie en cours.

Quatre juristes et un économiste sortent du lot : d'abord le public²⁷iste Roger Bonnard, doyen en 1940, puis l'assesseur du doyen Henri Vizioz, Robert Poplawski (adjoint du maire d'Adrien Marquet pour les Beaux-Arts), Jean Brèthe de la Gressaye, professeur de droit privé et de droit social, passionné par la Charte du Travail et le corporatisme social, et pour les économistes, André Garrigou-Lagrange. Mais tout furent les tenants, Bonnard en tête, d'un corporatisme vichyste issus plus ou moins en droite ligne du catholicisme social d'Albert de Mun et de ses commentateurs.

– Roger Bonnard, qui était doyen depuis peu de temps, resté donc en poste, se jeta, on le sait, dans un suivisme politicien rare en la matière, lui qui prétendit à plusieurs reprises, défendre un point de vue « objectif » sur Vichy. Son comportement a déjà été bien repéré par une partie de l'historiographie récente concernant le rôle des juristes sous Vichy²⁸. Résumons-le en ajoutant quelques éléments d'information.

²⁷ La biographie de ces deux juristes par rapport à leur engagement sous Vichy est intéressante. Nous ne l'abordons pas ici. À ce propos, on doit consulter l'ouvrage de référence de Marc Malherbe, *La Faculté de Droit de Bordeaux (1870-1970)*, *op. cit.*

²⁸ De Roger Bonnard, nous avons lu attentivement :

- *Précis de Droit public*, Paris, Sirey, 1939, 5^{ème} édition ;
- *Précis de Droit administratif*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1943, 40^{ème} édition ;
- *Syndicalisme, corporatisme et État corporatif*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937 ;
- *Le Droit et l'État dans la doctrine nationale-socialiste*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1937 (ainsi que la seconde édition de 1939) ;
- *Les Actes Constitutionnels de 1940*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1942 (publié aussi dans la *Revue du Droit public et de la Science politique*).

Sur Roger Bonnard, on peut consulter, les éléments suivant publiés en dehors de toute critique véritable concernant la période de l'Occupation :

- Bernard Noyer : *Essai sur la contribution du Doyen Bonnard au droit public français*, thèse Bordeaux (dactyl.). Travail qui fait passer Bonnard pour un "libéral", mais qui s'arrête à 1939...

– Maurice Duverger, « Roger Bonnard, son œuvre et sa doctrine », *Revue du Droit public et de la Science politique*, p. 4-19, 1944, article incomplet, évidemment orienté et bourré d’euphémismes, hagiographique, qui insiste sans cesse sur « la rigoureuse objectivité » de son mentor...

– Doyen Vizios, « Notice nécrologique de Roger Bonnard », *Compte-rendu annuel des activités de la Faculté de Droit de Bordeaux (Année 1943-1944)*, Bordeaux, Imprimerie Delmas, p. 243 et *sq.*

Une historiographie nouvelle est heureusement apparue dans les années quatre-vingts, qui a exploré de façon historique, critique et juridique les thèses de l’École bonnardienne de Bordeaux, Duverger inclus. On peut là citer notamment :

– Danièle Lochak, « La doctrine sous Vichy ou les mésaventures du positivisme », in *Les Usages sociaux du droit*, CURAPP, Paris, PUF, 1989, p. 252 et *sq.* Cet article est remarquable à tous les niveaux, plein d’intuition, sans avoir eu cependant les tenants et les aboutissants concernant le cas Duverger, *sur un plan historique et archivistique*. Seules des données à ce niveau permettent bien sûr d’éclairer le contexte des écrits juridiques émanant d’universitaires. Nous ne sommes plus en effet en présence d’un « positivisme » négatif ou « caché », mais d’un « positivisme réaliste », prenant en compte les traces empiriques des engagements, des pratiques et des valeurs des auteurs impliqués, qui éclairent les textes de façon décisive.

– Renaud Dorandeu, « La “terrible logique des sages”. Maurice Duverger : écritures biographiques et journalistiques », *Politix*, Vol. 5, n° 20, 1992, p. 136-154. Article aveugle et complaisant, relevant du tourisme intellectuel, qui gomme la question du rapport de Duverger au politique, de 1934 à 1944, et ne se fonde que sur les mémoires hagiographiques, *L’Autre Côté des choses*, en parlant uniquement de l’après-guerre. L’auteur est donc totalement « à côté de la plaque ». Il est vrai que venant de Montpellier, au départ, il s’est placé sous l’aile protectrice de Claude Emeri, « gardien du temple » en tant qu’ancien directeur de l’IEP de Bordeaux, comme Maurice Duverger qui en fut le fondateur en 1946, mais aussi sous celle de Georges Vedel, tous deux véritables « étouffoirs » en la matière... *A contrario*, pour une approche historique, argument d’autorité ne forme pas vérité...

– Dominique Gros, « Le “statut des Juifs” et les manuels en usage dans les Facultés de Droit (1940-1944) : de la description à la légitimation », *Cultures et conflits*, 9-10, 1993, p. 139-171. Article très instructif.

– Dominique Gros, “La légitimation par le droit”, in *Serviteurs de l’État*, op. dirigé par Marc Olivier Baruch et Vincent Duclert, Paris, La Découverte, col. « L’espace de l’histoire », 2000.

– Marc Loisel, « La doctrine publiciste française face au national-socialisme », *ibidem*.

– Marc Olivier Baruch, « À propos de Vichy et de l’état de droit », *Bulletin du CRFJ*, n° 6, printemps 2000, p. 53-68. Roger Bonnard est apprécié en ses engagements intellectuels et juridiques à sa juste place.

– Olivier Beaud, « L’art d’écrire chez un juriste : Carl Schmitt », in *Le Droit, le politique : autour de Max Weber, Hans Kelsen, Carl Schmitt*, Paris, L’Harmattan, 2000, p. 15-36. Article intéressant de « sociologie du droit », qui porte sur un sujet différent, mais qui aborde au passage trop rapidement le cas Duverger, insuffisamment informé sur le plan historique à son sujet. L’auteur s’appuie en passant assez vite sur des articles *ex-post* de Duverger (« La perversion du Droit » dans les mélanges à Jacques Ellul), sans s’apercevoir que nous sommes en présence d’un texte d’auto-justification et de dissimulation de son engagement de 1934 à 1944... L’art d’écrire eût pu être autre.

– Philippe Fabre, *Le Conseil d’État et Vichy. Le contentieux de l’antisémitisme*, Paris, Publication de la Sorbonne, col. *De Republica*, publications de l’école doctorale de droit public et de droit fiscal, ouvrage tiré d’un mémoire de DEA soutenu en Droit public interne à l’Université Paris-1 Sorbonne. Il s’agit là d’un travail remarquable, de référence, très complet, notamment sur l’historiographie, les rapports entre juristes et historiens (si difficiles !), sur l’Université en général et sur l’attitude très ambiguë du Conseil d’État sous Vichy, mais aussi sur l’analyse du sujet en termes de théorie juridique. Bonnard et Duverger sont analysés dans

Né à Marmande le 6 juillet 1878, fervent catholique, père de cinq enfants, il fut agrégé de droit public en 1909. D'abord en poste à Rennes, il vint Bordeaux en 1922, étant par ailleurs un disciple de Léon Duguit, directeur de sa thèse. Avec un membre de son jury, Gaston Jèze, il fondera la *Revue du Droit public et de la Science politique (sic)* en 1929. Cet ancien officier combattant de 14-18 s'engagea totalement derrière Pétain. Son allocution lors de la séance solennelle de rentrée des étudiants du 4 octobre 1940 est bien connue²⁹. Celle du 4 novembre de l'année suivante l'est moins, au cours de laquelle il termina son intervention en comparant sa Faculté à un « camp de jeunesse » et en définissant clairement le rôle qu'il escomptait donner aux nouvelles « élites » qui en étaient issues et qui devaient servir le régime nouveau.

Après avoir obtenu l'accord des forces d'occupation, Bonnard fit reparaître sa revue en 1941. On connaît l'usage qu'il en fit, rendant notamment hommage au Charles Maurras de l'ouvrage *La Seule France*, dédié au maréchal Pétain, mais aussi à maints articles et commentaires de droit favorables au régime, aucun ne lui étant hostile. Il étala également son dogmatisme juridique dans plusieurs de ses livres, parfois publiés sous l'égide de sa revue ou dans la même maison d'édition, se déclarant explicitement « antipositiviste » et tenant, à l'inverse, du « droit naturel » ouvert « aux circonstances » : cela dans *Les Actes constitutionnels depuis la Révolution de 1940*, ouvrage où il défendit la légitimité du régime de Vichy, à travers des syllogismes, véritables aveux. Comme il avait d'ailleurs rendu « rationnel », malgré des erreurs notées au passage, *Le Droit et l'État dans la doctrine*

le détail, sur le plan de leurs seules publications dans la *Revue du Droit Public et de la Science Politique* (p. 268 et sq).

– Grégoire Bigot, « Vichy dans l'œil de la Revue de Droit public », in *Le Droit sous Vichy*, Das Europa der Diktatur, Frankfurt am Main, 2006, p. 415-435. Article perspicace et passionnant à tous les niveaux. La lecture des écrits de Roger Bonnard sous l'Occupation a été faite de façon exhaustive et décisive, au-delà de la seule *Revue du Droit public et de la Science politique*. C'est le seul article qui parle avec raison du commentaire de l'ouvrage de Charles Maurras dans la RDPSP, *La Seule France*, encensé par Bonnard, qui se dévoile ainsi de façon antisémite. La référence à l'ouvrage sur *L'État et le Droit dans la doctrine nationale-socialiste* n'est pas utilisée. Hélas, car elle éclaire l'article publié à la demande de Bonnard par Duverger sur « la définition du Juif » quelques mois plus tard, en 1941.

– Michèle Cointet, « Les juristes sous l'Occupation : la tentation du pétainisme et le choix de la Résistance », in *Les Facs sous Vichy. Étudiants, universitaires et universités de France pendant la seconde guerre mondiale*, Clermont Ferrand, Publications de l'Institut d'Études du Massif Central, 1999, p. 51-64, et notamment les p. 56-59, « Roger Bonnard et la Revue du Droit Public ».

²⁹ Cf. Grégoire Bigot, « Vichy dans l'œil de la Revue de Droit public », article cité.

national-socialiste, mêlant ainsi le droit à une « doctrine » idéologico-politique, notamment dans la définition de « la race », ce que reconnurent des légistes nazis du temps, auxquels il donna la parole dans sa second édition et dans sa revue.

L'engagement pour Vichy de Bonnard ne fut point que pédagogique et intellectuel, mais directement politique, à plusieurs niveaux. À tel point que ce publiciste fut qualifié dans les mémoires de Joseph Barthélémy, surpris, lui, d'avoir été choisi par Flandin et Pétain ministre de la Justice de 1941 à 1943, de « *juriste officiel de Vichy* », auquel aurait dû d'ailleurs revenir logiquement un tel poste (mais rien n'est toujours logique en politique !) ³⁰. En compensation, Barthélémy, dont il était l'ami, proposera la nomination de Bonnard comme membre de l'évanescent « Conseil National » de Vichy, au niveau de la « Commission de la Constitution », avec Joseph Caillaux, Anatole de Monzie, André Siegfried, Émile Mireaux, René Capitant, Albert-Buisson, Paul Tirard. Mais Pétain refusera ces noms ³¹.

En reconnaissance de ses discours aux étudiants et de ses engagements, Bonnard fut coopté membre de la Commission administrative départementale le 4 février 1941 par le préfet de la Gironde, l'ultra-pétainiste Pierre-Alype. Trois jours après, il transmet à ce dernier ces mots :

« Je tiens à vous dire combien j'ai été sensible à cette distinction dont je viens d'être l'objet et à vous assurer de mon entier dévouement » ³².

Il sera ensuite nommé en avril 1942 membre du Conseil régional de Bordeaux, puis reconduit dans le Conseil départemental concocté par Pierre Laval, qui remplaçait les Commissions administratives départementales précédentes.

Il apparaît donc comme le publiciste officiel du régime. Nul ne peut le contester. Au-delà de sa personnalité, Bonnard s'inscrit cependant lui-même dans un

³⁰ Cf. Joseph Barthélémy, *Ministre de la Justice. Vichy, 1941-1943. Mémoires*, Paris, Pygmalion, 1989, note 7, p. 293-296.

³¹ *Ibidem*, p. 293-294. La note ajoute : « Tous ces noms furent refusés par le Maréchal : tous ces hommes, excepté peut-être Roger Bonnard, étaient réputés pour leurs opinions libérales et républicaines ». Ce qui souligne la caractère réactionnaire, voire maurassien de la pensée bonnardienne. Cf. également l'ouvrage de référence de Michèle Cointet, *Le Conseil national de Vichy : vie politique et réforme de l'État en régime autoritaire, 1940-1944*, éditions Aux amateurs de livres, Paris, 1989, 483 p.

³² Source : Archives départementales de la Gironde, SC 834.

collectif qu'il insuffle, certes, en tant que doyen de la Faculté de Droit, mais qui va aussi le suivre.

– Là, quatre exemples de cet engagement collectif dans le vichysme peuvent être donnés sur cette Faculté.

Le premier concerne, évidemment, la participation de ses représentants patentés à des cérémonies collectives. Celle-ci y est conviée par les différents cercles de pouvoir *ex cathedra*, en tant que « corps constitué » représentatif dans le département et dans la ville, qui est souvent invité et donc représenté suivant les formes protocolaires. Que citer ici ?

D'abord, la présence de toutes les Facultés de l'Université, celle de Droit en tête, lors des réunions religieuses traditionnelles annuelles, existant avant-guerre, appelées « Messes du Saint-Esprit ». Ce fut le cas en 1940, en 1941, en 1942, en 1943. Tenues dans la Primatiale Saint-André de Bordeaux, patronnées par l'Archevêque en personne, elles ouvraient chaque saison universitaire (loin des lois laïques de 1905 !), montrant, en présence de tous les doyens, des professeurs et des étudiants, le rôle de l'appareil ecclésial catholique dans la socialisation des jeunes, ainsi que son poids moral, spirituel et intellectuel permanent sur la vie quotidienne des Facultés ³³.

Ensuite, le 14 mai 1944, la messe solennelle et les festivités en faveur de Jeanne d'Arc. La Faculté de Droit fut présente en grand uniforme (robe rouge bordée d'hermine des magistrats), sans Roger Bonnard, décédé le 18 janvier 1944, remplacé par Henri Vizios, à la Primatiale, le matin, où l'Archevêque Feltin prononça un discours adapté, et où, l'après-midi, eut lieu au Grand Théâtre de Bordeaux un spectacle agrémenté d'une exhortation vichyste circonstanciée de Xavier Vallat, représentant personnel de Pétain, puis, devant mille invités, après le chant « Maréchal nous voilà », un spectacle théâtral autour de Jeanne d'Arc... livré par la compagnie où jouait Maurice Duverger, « Les Compagnons du Bon Vouloir ».

³³ Cf. par exemple le compte-rendu de celle de 1941, dans *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest* du 12 novembre 1941, avec le discours intégral du représentant de l'Archevêché, important en termes d'influence.

Enfin, à l'invitation de la Préfecture, qui géra toute la cérémonie, la présence de la Faculté à la messe en l'honneur... de Philippe Henriot, le « Gœbbels français », là encore agrémentée d'un discours de l'Archevêque, à lire entre les lignes, controversé rapidement ³⁴.

Nous avons passé ici les invitations à d'autres cérémonies officielles multiples, comme celles concernant le « Secours national », œuvre vichyste d'entraide patronnée par le professeur de la Faculté juridique, Brèthes de la Gressaye, ou encore les Fêtes de la Jeunesse (en 1941), dont l'une en présence de Georges Lamirand, ministre de Pétain.

Le second exemple est intéressant : il concerne l'adhésion des membres de l'Université de Bordeaux, Faculté de Droit en tête, au « parti pétainiste » officiel, « Les Amis du Maréchal », créé en août 1941 par le docteur Gaston Cantorné, dont nous avons recueilli le précieux témoignage en 1983 ³⁵. Parmi les membres fondateurs, on compta Henri Vizioz, vice-doyen de Droit, le docteur Mauriac, de la Faculté de médecine. Le doyen de Droit, Roger Bonnard, en fut un membre honoré, comme Brèthe de la Gressaye et Garrigou Lagrange. Sur 3180 membres, le 31 décembre 1941 à Bordeaux, on comptait 50 enseignants du Supérieur. Ce mouvement fut piloté directement par le cabinet du maréchal Pétain et le docteur Bernard Ménétre ³⁶. Quasiment unique en France avec celui de Rouen pour la zone occupée (la Légion y ayant été interdite par les Allemands), il fut présidé à Bordeaux par le Préfet Pierre-Alype et son directeur de cabinet Georges Reige, où il regroupa plus de 7000 membres, avant de s'effriter progressivement en 1943 et 1944.

La Faculté de Droit en fit partie intégrante et en eut tous les honneurs. Ainsi, début mars 1941, après l'accord de la *Felkommandantür* 529 et de la *Propagandastaffel* qui pilotaient toute la vie collective du Bordeaux occupé, mais qui

³⁴ Cf. à ce sujet l'ouvrage de Jean-Louis Clément, *Les Évêques au temps de Vichy. Loyalisme sans inféodation. Les relations entre l'Église et l'État de 1940 à 1944*, Paris, Beauchesne, 1999, p. 242-243.

³⁵ Entretien enregistré avec le docteur Gaston Cantorné, fondateur et président des « Amis du Maréchal » à Bordeaux et en Gironde, le 24 mai 1983 à son domicile de Mérignac.

³⁶ Sur le sujet, cf. l'ouvrage passionnant de Bénédicte Vergez-Chaignon, *Le Docteur Ménétre. Éminence grise et confident du maréchal Pétain*, Paris, Perrin, Le Grand Livre du mois, 2011, notamment les p. 233-236.

avaient demandé avant la réunion leur texte aux intervenants, eurent lieu sous le patronage du Service d'Information et de propagande de la préfecture dirigé par Joseph Lajugie – venant de la Faculté de Droit, nous allons y revenir – trois conférences sur le corporatisme, en présence du préfet régional : celles de Brèthe de la Gressaye, de Garrigou Lagrange et de Laufenberger. Mais surtout, « Les Amis du Maréchal » proposèrent à Roger Bonnard une grande conférence publique sur « *La doctrine de la Révolution nationale* ». Ce dernier en confia en fait la tenue à son collègue et ami, le vice-doyen Vizios, car il était pris par des obligations lui ayant empêché de la préparer. Mais il tint à être là lors de la manifestation qui regroupa 1500 personnes, convoquées sur invitation, le 3 mars 1942 de 18 h 30 à 19 h 30, salle de l'Athénée à Bordeaux. Les présents ? Au-delà des autorités officielles, dont le préfet Pierre-Alype, les divers rapports de police précisent qu'il s'agissait d'un public de « *professeurs, médecins, membres de l'enseignement et gens de classes bourgeoise et moyenne* » et, dans le fond de la salle, de nombreux étudiants mobilisés à l'occasion. La tribune était décorée d'un immense drapeau bleu-blanc-rouge et agrémentée d'une photographie géante de Pétain. Les rapports policiers parlent d'exposé « *brillant* », « *clair* », « *lumineux* », « *compréhensible pour chacun* », « *éminemment intéressant* », « *avec une force de pénétration raisonnée qui a été au cœur de l'auditoire* », prononcé dans un « *style ramassé* », « *très précis* », « *développé avec une maîtrise absolue* ». Un véritable plan « en deux parties et deux sous-parties » ! Le public écouta le professeur dans un calme parfait, dispensant à plusieurs reprises des applaudissements « *discrets, mais combien sincères* », la péroration étant saluée par contre très longuement « *par des bravos prolongés* ». Bref, « *une réunion de très haute tenue* »...

Un détail pour terminer, qui n'en est pas un. Dans son appel de lancement, précisant son programme, le mouvement en question affichait ce mot d'ordre ;

« *Nous voulons rapprocher des hommes actifs et résolus, de tous les milieux, quelle que soit leur situation sociale ou leur profession, quelles qu'aient pu être leurs opinions politiques.*

À chacun de ceux-là nous demandons d'adhérer au mouvement « *Les Amis du Maréchal* ».

Ils devront déclarer :

- Être Français, né de parents Français.
- N'être ni juif, ni franc-maçon.

- *Suivre en toute confiance le Maréchal Pétain.*
- *Approuver sa politique nationale et européenne.*
- *Être prêt à propager et à défendre cette politique, dans le même esprit que le Maréchal, afin de réaliser derrière lui, l'union active de tous les Français ».*

Dans un de ses rapports à Vichy, transmis notamment au docteur Ménétreel, le préfet de la Gironde ajouta cette précision concernant la défense du Chef de l'État :

« Les “Amis du Maréchal” combattront les propagandes hostiles à son action : propagande communiste, propagande gaulliste, propagande des tenants de l'ancien régime ; ils lutteront contre la dispersion des bonnes volontés dans la multitude des partis autorisés en zone occupée. [...] »

Les autorités d'Occupation, avisées de la constitution de ce groupement, ont accepté, sans lui accorder une autorisation officielle, de tolérer son activité publique. »

Le troisième exemple de l'engagement de la Faculté de Droit dans le régime de Vichy est tout aussi flagrant et complémentaire, concernant les liens avec la préfecture régionale pétainiste. Là, il s'agit d'interactions réciproques, la Faculté aidant la préfecture, et cette dernière, par ses décisions, *via* aussi « Les Amis du Maréchal », légitimant celle-ci aux yeux de l'opinion, dans des domaines éminemment politiques.

La préfecture, comme dans l'ensemble des deux zones, comprit qu'elle se heurtait à une contradiction fonctionnelle grave. Au-delà des perturbations des services occasionnées par la mobilisation puis par la « drôle de guerre », éparpillant souvent les soldats-fonctionnaires sur le territoire, sans parler de ceux qui avaient été faits prisonniers et étaient partis en Allemagne, chaque préfecture, celle de la Gironde comprise, connut une pénurie de personnels. Cette réalité de fait se heurta à la contradiction politique voulue par le régime d'épurer les services des « clients » recrutés par « l'Ancien Régime », mais aussi de ceux que les lois de Vichy concernant les fonctionnaires avaient décidé d'éliminer dès juillet (d'où le concept de « juillétisation », désignant les « charrettes » des épurables), à savoir les Juifs, les fils d'étrangers, les francs-maçons, les communistes, les gaul-

listes, les « récalcitrants » de toutes sortes (cf. l'acte dit « Loi » du 17 juillet 1940 et l'acte complémentaire du 14 août 1940, concernant l'accès aux emplois dans les administrations publiques). Comment alors trouver de nouveaux fonctionnaires compétents et en même temps fidèles au régime ? Tout simplement en recrutant des « auxiliaires ». Et là, la préfecture de la Gironde compta sur le ferme soutien de Roger Bonnard pour l'aider. Ce que ce dernier assumait sans problème. Ainsi, en octobre 1940, sur 476 membres des personnels, tous services confondus, la préfecture comprenait 56 % d'auxiliaires de guerre, 12,6 % d'auxiliaires permanents, et seulement 25,6 % de titulaires. Cela alarma le préfet qui en rendit compte sans cesse à Vichy dans ses rapports mensuels. Selon divers témoignages que nous avons recueillis, le doyen Bonnard, saisi du problème, lança ses étudiants les meilleurs sur la piste de ces recrutements hors normes et hors concours, Vichy n'ayant décidé que fin 41 la création de concours de chefs de cabinet afin de structurer la carrière préfectorale. Une filière fut mise directement en place dès l'automne 40 entre la Faculté de Droit et la préfecture pour faire de la publicité concernant les recrutements et susciter des candidatures. Afin de s'assurer de la fidélité des nouvelles recrues provisoires, les éléments proposés par Roger Bonnard étaient auditionnés ensuite par le docteur Noël Moreau, ancien de l'Action française et membre du comité directeur des « Amis du Maréchal », qui, après des entretiens *ad hoc*, envoyait en seconde audition les candidats directement au directeur de cabinet du préfet, Georges Reige.

Autre contribution de la Faculté de Droit au niveau de la formation des personnels : sa participation par l'intermédiaire de son doyen, sollicité là encore, à la création de l'École régionale d'administration censée améliorer le recrutement des fonctionnaires locaux, notamment des secrétaires de mairie et des agents cantonaux, afin de décharger les maires des difficultés de leurs tâches nouvelles, auxquelles ils avaient du mal à répondre. La genèse de ce type d'École est connue, venant du sommet vichyssois. À Bordeaux, le préfet girondin maréchaliste, Pierre-Alype, fut un des premiers à la mettre en œuvre, en janvier 1942. Un rapport officiel, émanant du cabinet du préfet, déclara à l'occasion :

« La séance d'ouverture a eu lieu le 14 janvier 1942 sous la présidence de M. Pierre-Alype, Préfet Régional, avec une leçon de M. le Doyen Bonnard sur la Révolution Nationale » ³⁷.

Lors de l'organisation de la seconde et troisième session, le doyen Bonnard eut un rôle décisif, choisissant les enseignants dans les divers secteurs (cours théoriques, cours pratiques, séances de méthodologie), conseillant la marche à suivre en pédagogie, à tous les niveaux. Si Bonnard assumait seul huit heures, lors de la première session qui n'eut que 90 heures de cours, l'assesseur du doyen, Vizios, et Maurice Duverger le remplacèrent lors de la seconde, et Duverger assumait un maximum d'heures lors de la troisième promotion, qui regroupait environ plus de 100 élèves, y compris l'enseignement à distance par correspondance, avec près de 200 heures de cours. Lors de la troisième Session, après le discours d'ouverture prononcé par Maurice Papon (le préfet régional Maurice Sabatier étant en déplacement), Maurice Duverger assumait la leçon inaugurale en présence de ce dernier (cf. document annexe). Les deuxième et troisième sessions de 1943 et de 1944 furent supervisées effectivement par le secrétaire général de la préfecture de la Gironde (non pas celle régionale), et à ce titre, chef du personnel et de la formation.

Le quatrième exemple de collaboration systémique et collective, en boucle, entre la Faculté de Droit et la préfecture, qui devint régionale en août 1941, assistée alors d'un préfet délégué, concerne la politique antisémite de Vichy.

À Bordeaux, sous le contrôle allemand de la zone occupée en la matière, les mesures contre les Juifs furent précoces et permanentes, d'autant que ceux-ci subirent une double législation, celle des ordonnances nazies, applicables tout de suite, et celle de Vichy. Cette question est liée, évidemment à la précédente. En effet, c'est grâce au recrutement d'auxiliaires recrutés à la Faculté juridique, formés au droit bonnardien, qui avait sensibilisé les étudiants à la doctrine raciste des nazis, même en la critiquant dans certaines de ses incohérences, et aussi aux cours de Droit constitutionnel de la Faculté, dénigrant officiellement les démocraties et

³⁷ Sur les Écoles régionales d'Administration, on peut consulter les rapports de préfets mensuels de la Gironde, les comptes-rendus de la Conférence des préfets régionaux aux Archives de France, ainsi que les documents suivants, concernant celle de Bordeaux, aux Archives départementales de la Gironde : SC 64-48 et SC 703.

valorisant le nouveau régime de droit public imposé par Vichy en peu de temps, que la préfecture bénéficia en la matière de jeunes fonctionnaires « valables », adaptés à la politique antisémite du régime.

Quatre cas individuels s'imposent ici.

Le premier titulaire concernant le recensement des Juifs, imposé par les nouvelles dispositions répressives, fut Jean-Robert Cazemajour. Frais émoulu de la Faculté de Droit, celui-ci eut à gérer, sous la direction du directeur de Cabinet du préfet et du responsable des services des Affaires d'Occupation, les questions du recensement des Juifs, mais aussi les premières réunions avec la *Feldkommandantür* au sujet de « *l'aryanisation économique* » des biens juifs. Il fut rapidement épaulé par Joseph Lajugie, venu de la branche économique de la Faculté ³⁸.

Ce dernier, né le 26 juillet 1914, fils d'un exploitant forestier de Dordogne, licencié en Lettres et en Droit, avait soutenu sa thèse en économie, sous la direction de Garrigou Lagrange, sur *L'Industrie du charbon en Angleterre*, cela suite à une bourse de voyage en Écosse. Après avoir obtenu le Prix des Thèses, comme Maurice Duverger, et après avoir dirigé l'Association Générale des étudiants (l'AGE), où il se dépensa dans les premiers temps de la guerre en organisant l'œuvre de « L'Étudiant aux Armées » pour ceux qui avaient été mobilisés et s'étaient trouvés arrachés à leurs études, il fut propulsé par la voie des « Amis du Maréchal » comme auxiliaire de guerre à la préfecture de la Gironde, le 28 octobre 1940. En raison du manque de fonctionnaires à la hauteur, on lui confia tout de suite des fonctions de supervision du Service d'Information et de Propagande de la préfecture, point nodal de l'idéologie pétainiste en Gironde. Puis, comme de nombreux documents l'indiquent, au regard de ses compétences économiques, il fut désigné par le préfet Pierre-Alype avec l'accord de Georges Reige, directeur de cabinet qui le prit en sympathie, vu sa compréhension et son intelligence des problèmes administratifs, après avoir été chargé des questions économiques et d'information, à une promotion supérieure. On le choisit ainsi comme responsable des questions de plus en plus techniques concernant « *l'aryanisation des biens juifs* », jusqu'à la fin 1941, en relations avec les services ordonnateurs de la *Feldkommandantür* 529. Lajugie devint alors, on le perçoit à travers plusieurs documents, un décideur permanent en la matière. Le rédacteur « auxiliaire » fut alors récompensé, le 3 mai

³⁸ Entretien avec Joseph Lajugie à son domicile bordelais, mai 1983.

1941, par une nomination de « *chef adjoint du cabinet à titre temporaire* », en remplacement du titulaire, Maurice Doublet, toujours prisonnier de guerre en Allemagne (promotion qui fut commentée dans la presse locale).

Le système préfectoral, qui fit confiance à ces étudiants brillants de la Faculté de Droit, s'appuya sur eux pour assumer la gestion des nouveaux services administratifs nés des contraintes de l'Occupation, assuré, vu les basses besognes à entreprendre, de leurs convictions « Révolution nationale » après les filtres qui les avaient fait proposer et choisir pour travailler à la préfecture.

Cas tout aussi symptomatique : celui du jeune Pierre Garat, compagnon de Maurice Duverger au PPF bordelais, qui lui avait succédé à la direction du mouvement de jeunesse l'UPJF, et avait quitté le parti en 1939. Nous avons analysé déjà en détail, documents à l'appui, le fonctionnement de ce jeune fonctionnaire sans statut définitif, lui aussi émanant de la Faculté de Droit ³⁹. N'étant qu'auxiliaire de guerre, il fut nommé par le préfet Pierre-Alype, en janvier 1941, chef du service des Affaires juives de la préfecture de la Gironde, récemment créé et placé sous la direction du secrétariat général dès le début (cf. documents annexes). À ce titre, on lui confia des prérogatives exorbitantes, liées aux contraintes de la période, mais totalement dérogatoires par rapport au Droit public existant. Certains partenaires le prirent même, notamment lors de l'opération d'imposition de « L'Étoile jaune » à Bordeaux, mené par l'Intendance de René Duchon et les divers commissariats d'arrondissement, en juin 1942, pour un « commissaire de police » !

Autre élément d'information quant à la collusion entre la Faculté de Droit et la préfecture départementale : lors des cours de l'École régionale d'administration, prenant le relais, Maurice Duverger croisa le même jour dans les couloirs le commissaire Norbert Téhoueyres, qui allait donner son cours, selon le planning officiel, sur « la police sous Vichy ». Information importante : c'est ce même commissaire aux Délégations judiciaires de Bordeaux, qui fut l'organisateur des rafles de Juifs, dans le détail des opérations policières, occupant, le soir de la première rafle massive de juillet 1942 le bureau de Pierre Garat à la préfecture

³⁹ Cf. Michel Bergès, Maurice Papon, *La Vérité n'intéressait personne. Un procès contre la Mémoire*, Paris, Éditions François de Guibert, 1999. Cf. les pages 77, 101-102, 121, 127, 133-142, 146-147, 149, 150-160, 163-169, 171-173, 178-181, 182, 184-186, 193, 195-196, 198, 201, 203-206, 208, 228, 273, 322, 326-327.

régionale, étant par ailleurs l'orchestrateur policier de ladite rafle, sous l'autorité directe du préfet régional, de l'Intendant de police René Duchon, et du directeur de la Sécurité publique André Frédou ⁴⁰.

On peut signaler aussi, dans le respect de l'acte dit « loi » du 21 juin 1941 réglant les conditions d'admission des étudiants juifs dans les établissements d'enseignement supérieur, la réponse immédiate du très « légaliste » Roger Bonnard, le 28 novembre 1941, à une demande émanant du préfet Pierre-Alype (en fait préparée par son chef de cabinet adjoint, Joseph Lajugie ancien étudiant venant de l'économie, nous l'avons vu). Celle-ci concernait l'envoi des noms des étudiants juifs de la Faculté de Droit. Les listes en question concernèrent l'ensemble des Facultés de l'Université, Lycée Michel Montaigne compris. Elles furent transmises par le recteur d'Académie à la préfecture, le 4 décembre suivant (cf. documents annexes). Ce type de courrier aboutit à désigner au « Service des affaires juives » de la Gironde dirigé par Pierre Garat, les noms d'étudiants qui, une année après, sous la préfecture lavaliste de Maurice Sabatier, furent concernés par les rafles à partir de juillet 1942 à Bordeaux ou dans d'autres villes (on peut citer par exemple le cas de Cadette Naquet, livrée par Bonnard à la préfecture, qui disparut dans les rafles et les convois, malgré le fait qu'elle s'était réfugiée à Nice...).

Sans parler de la gestion des « Listes Otto » concernant les ouvrages hostiles à l'Allemagne, dans les bibliothèques universitaires. Toutes les autorités impliquées à Bordeaux (le maire Marquet, le bibliothécaire en chef de l'Université, le rectorat...) obéirent là encore sans état d'âme aux injonctions de la *Feldkommandantür* 529 du 2 janvier 1941, relayées par la préfecture, de faire retirer ces livres dont une liste leur fut communiquée, comprenant plus de 40 pages (avec la demande de suppression notamment de l'ouvrage de Raymond Aron sur la sociologie allemande !).

⁴⁰ Cf. Michel Bergès, *Rapport sur la rafle de juillet 1942 à Bordeaux*, 134 p., remis au premier juge d'instruction de « L'affaire Papon », Jean Claude Nicot, le 12 octobre 1986. Notre témoignage et ce rapport entraînèrent la saisie des archives découvertes par nous de la préfecture et de l'intendance de Police, par le SRPJ de Bordeaux à la demande du juge en question (cela, durant une semaine). Mais cette instruction fut annulée par le pouvoir mitterrandien sur un dossier technique discuté ensemble le jour de notre audition devant Jean-Claude Nicot, les poursuites concernant « Papon et tous autres », c'est-à-dire qu'elles impliquaient également René Bousquet, Jean Legay, le préfet régional Sabatier et le commissaire Norbert Téchoueyres, tous alors encore vivants, au sujet de la politique antijuive à Bordeaux.

Maurice Duverger n'échappa donc nullement à ce contexte élargi et concret de fonctionnement du pétainisme à Bordeaux, bien au contraire, puisqu'il y adhéra lui-même dans ses pratiques, comme il s'y était rallié dans ses écrits « purement juridiques » demandés par Roger Bonnard sur « La situation des fonctionnaires depuis la Révolution de 1940 », publiés dans la *Revue du Droit public et de la Science politique* de 1941 dirigé, répétons-le, par son mentor.

II. 2. Le pétainisme de Maurice Duverger

[Retour à la table des matières](#)

Il est inutile de développer ici le fait que Maurice Duverger, en tant que « pou-lain » de l'écurie de Bonnard, connut une « voie royale » concernant sa carrière sous Vichy.

Dès sa thèse soutenue en août 1940, le doyen lui confia des travaux pratiques suivant son cours de droit constitutionnel, imposés par des textes du 30 octobre 1940.

Ayant obtenu à Bordeaux le Prix des thèses, le chargé de TD fut ensuite admis à la Fondation Thiers, condition idéale pour préparer l'Agrégation. Il précise dans ses mémoires, *L'Autre côté des choses* (p. 84) :

« En octobre 1941, je m'installe à Paris. Bonnard m'a fait entrer à la Fondation Thiers. »

Le 10 novembre 1942, dans une agrégation pilotée par le ministre de Laval, Abel Bonnard, très orienté intellectuellement, notamment concernant les sujets proposés aux candidats ainsi qu'au choix de ces derniers, il obtint, face à un jury présidé par... Roger Bonnard (homonyme de son ministre de tutelle, sans lien donc de parenté avec lui, « hasard de l'histoire »), la première place au concours ! Duverger ajoute encore, après avoir hérité d'un premier poste à Poitiers, avec la promesse du ministère d'être rapatrié au plus tôt dans sa base historique :

« Je rêve d'être nommé à Bordeaux et Bonnard m'appuie » (L'Autre Côté des choses, p. 91).

Cela sera fait à la rentrée suivante, en septembre 1943. Sans parler du fait, nous l'avons vu, que Bonnard confia à Duverger l'ensemble des cours de Droit public et de Finances publiques à l'École régionale d'administration en 1943 et en 1944...

Nous sommes là en présence du déroulement d'un « tapis rouge » : Duverger est la créature de Bonnard, qui l'a fabriqué intégralement à son image. Il le sera jusqu'au bout, jusqu'à la mort de son maître le 18 janvier 1944, collégialité universitaire oblige. Mais que d'euphémismes symptomatiques dans l'hommage précité qu'il lui rendit en 1944 et que Duverger publia dans la *Revue du Droit public et de la Science politique* !

Nous n'aborderons pas ici l'article précité de Duverger sur « La situation des fonctionnaires depuis la Révolution de 1940 », en considérant notamment que l'analyse interne du texte, malgré des appréciations du monde judiciaire qui ont eu à juger de son objectivité en toute liberté, comme pour certains commentateurs, a été dévoyée involontairement en l'absence des informations historiques nécessaires.

Pour une approche historienne, il apparaît impossible, sur le plan méthodologique, répétons-le, d'isoler un texte de son contexte. Nous avons vu celui qui entourait, dans la Faculté de Droit de Bordeaux, Maurice Duverger. Une chose paraît avoir manqué aux différents publicistes ou historiens du Droit qui nous ont livré une grille de questionnement nouvelle et très pertinente. Sur le plan interne, en isolant précisément Duverger de son contexte local, certainement malaisé à saisir de l'extérieur, ils n'ont pas souligné suffisamment le lien entre l'écriture du droit sur le droit qui avait oublié les inscriptions du droit dans sa configuration d'émergence. Sur ce point, qui nous paraît capital pour « commenter Duverger » qui « commente Vichy sous Vichy », il est important en premier lieu, ce qu'aucun commentateur n'a osé faire, de montrer que nous sommes en présence d'une « ascension » fabriquée aux deux bouts de la chaîne, par Duverger, bien sûr, mais aussi et surtout par Roger Bonnard. Dans une sorte de système d'interdépendance et de stratégie entre deux complices, constitué de secrets, de non dits, concernant précisément la « cuisine académique », mais aussi avec pour enjeu la construction pour le plus jeune, arriviste, de sa vie professionnelle dans un élan « carriériste », et pour le second, la passation de relais dans son univers, en termes de confiance et de « boutique ». Cela dit, sans parler de la mystérieuse « affaire Ellul », qui

devint épurateur de la Faculté de Droit de Bordeaux en 1944, en tant que membre de la Résistance, alors qu'il fut protégé par la Faculté elle-même, en tant qu'épuré de Vichy en 1940, par solidarité collégiale, certainement de façon individualisée, que nous cherchons encore à élucider ⁴¹. Sans parler non plus des cas de Robert Ducos-Ader (qui se déclara... « résistant au STO » en 1944, prétextant d'une simple adhésion à une association *ex-post*, dite « Les Cartes rouges », regroupant artificiellement les « évadés du STO », sans évidemment n'avoir jamais appartenu à la résistance juridiquement reconnue...), des frères Cadroye, du cas pénal de Julien Bonnecase, soulevé justement par Marc Malherbe ⁴² (en raison d'un trafic qu'il avait orchestré concernant notamment les biens de certaines familles juives qu'il prétendait « préserver » moyennant finances en raison d'acointances avec la *Feldkommandatür* 529... – Bonnecase ayant été révoqué par Jérôme Carcopino, ministre de l'Instruction publique), ni du cas de Robert Poplawski, adjoint du maire Adrien Marquet, présent dans toutes les conférences bordelaises des collaborationnistes du temps, y représentant son mentor politique et là encore, bizarrement « oublié » en 1944 par « l'épurateur » Jacques Ellul, particulièrement « magnanime »...

Autrement dit, il est important de rejeter les palinodies justificatrices *a posteriori* de Duverger (qui représentent en soi un objet d'étude), concernant son article dans la *Revue du Droit public et de la Science politique* de 1941, fondé sur une prétendue « objectivité » de ses commentaires, venant légitimer *ex post* la subjectivité non positiviste de son protecteur Roger Bonnard, qui disserte, comme il l'avait déjà fait sur la doctrine juridique nazie, sur des objets venus de la planète Mars, ignorant ce qui se passait quotidiennement à Bordeaux en matière d'antisémitisme, sous la houlette de ses anciens étudiants ! Objet dans lequel tous deux, Bonnard et Duverger, étaient parties prenantes, chacun à leur niveau. Le juriste bonnardien ne prétend-il pas dans ses articles justificatifs *ex post*, de façon cynique (nous n'avons pas d'autre termes concernant cet acte de malhonnêteté intellectuelle), que « la doctrine » qu'il eût défendue, était susceptible...

⁴¹ Cf. Michel Bergès, *Approche qualitative de la tentative d'anéantissement de la communauté juive de Bordeaux (1940-1944)*. L'engagement du Grand Rabbin Joseph Cohen (1876-1976), 112 p. En libre accès Internet sur le site de la bibliothèque numérique de Chicoutimi au Québec, « [Les Classiques des Sciences sociales](#) ».

⁴² Cf. Marc Malherbe, *La Faculté de Droit de Bordeaux (1870-1970)*, *op. cit.*

d'influencer la jurisprudence, alors que l'étude de celle-ci montre totalement l'inverse ! Alors aussi que Bonnard lui avait donné pour consigne de justifier les actes du régime qui remettaient en question de grands principes du Droit public mais aussi du Droit privé – soit-dit en passant – concernant l'éviction des Juifs de la fonction publique.

Pour comprendre cette complexité et cette complicité subjective et objective entre le maître et le disciple, il suffit d'ouvrir les yeux sur la trajectoire détaillée de Duverger lui-même par rapport à Vichy, qui a laissé des traces archivistiques et des témoignages, malgré les tentatives d'un effacement « reconstructeur » par rapport à la dissociation cognitive stratégique de l'intéressé, aux caviardages et aux mensonges légitimants de ce maître-nageur d'une grande intelligence, non dénué de perversion, non pas du droit, mais du juriste qu'il fut ⁴³.

– En premier lieu, nous devons tenir compte du fait que nous sommes en présence, avec Maurice Duverger, d'un acteur de théâtre (*Ηυποκριτος*, en grec), qui joue dans « La Compagnie du Bon Vouloir » de Jean Lagénie, même sous l'Occupation (il a interprété en 1941 « La Nuit est un Songe », de Calderon de La Barca, au Jardin Public de Bordeaux, en après-midi, en raison du couvre-feu le soir, devant plus de 2500 personnes). Celui-ci publia aussi quelques articles sur sa vision élitiste du théâtre, dans *Les Feuilles du bon Vouloir*. La Compagnie en question fut la troupe officielle patronnée par Vichy à Bordeaux, soutenue par « Jeune France », dont Jean Lagénie fut le responsable régional, jusqu'à la dissolution du mouvement en 1943. Troupe qui joua lors de toutes les manifestations pétainistes : la Fête de la Jeunesse de février 1941, la Fête Jeanne d'Arc, nous l'avons vu, en mai 1944 ⁴⁴...

⁴³ Le cynisme dont nous parlons pourrait être perçu dans l'article « La perversion du droit », paru – ce n'est pas un hasard ! – in *Religion, société, politique. Mélanges en hommage à Jacques Ellul*, Paris, PUF, 1983, p. 707-718, qui mériterait maints commentaires. Ou encore dans celui intitulé « Un révélateur d'hommes », empreint de la même dissociation cognitive (mais avec des aveux filtrés au passage concernant Julien Benda !), dans l'ouvrage *Jean Augustin Maydiou. Actes des colloques*, numéro spécial de *Mémoire dominicaine. Histoire. Documents. Vie dominicaine*, réunis par David Gaillardon, Paris, Cerf, 1998, p. 303-313. Duverger faisant du Père Maydiou son « confesseur politique » et cherchant dans les deux cas à effacer son engagement pétainiste en se plaçant astucieusement sous l'égide de deux résistants...

⁴⁴ Cf. Jean Lagénie, *Les Cahiers d'un homme de bon vouloir. Souvenirs de théâtre*, Bordeaux, William Blake and Co, 2001, 2 tomes, projet porté par l'Association des Amis de Jean Lagé-

– En second lieu, on doit retenir, pour mieux comprendre le contexte des « commentaires » théoriques du droit de Vichy, sur la scène intellectuelle, des engagements multiformes du jeune juriste concernant sa participation volontaire et explicite à la logique d’organismes officiels vichyssois.

Ainsi, Maurice Duverger a participé aux activités de la délégation régionale à la Jeunesse confiée par Georges Lamirand à Raymond Courtot⁴⁵. Lors de la venue du ministre favori de Pétain, les 22 et 23 avril 1941, le jeune juriste-acteur de théâtre fut invité avec ses amis de « La Compagnie du Bon Vouloir » au repas final, au restaurant « Le Château Trompette » (un des plus réputés du Bordeaux d’alors), par Raymond Courtot⁴⁶. Il confirme d’ailleurs cette liaison avec la délégation en question dans ses mémoires :

« En zone occupée, certains organismes vichyssois prenaient une figure patriotique, en face des attaques de la presse collabo après le renvoi de Laval. J’estimais possible d’y chercher des auditoires, auxquels on pouvait dire quelques bonnes vérités moyennant certaines précautions de forme. À Bordeaux, je donnais une conférence à la délégation Lamirand⁴⁷. »

Raymond Courtot prononça également une conférence explicitement antisémite et publia, dans *Le Progrès de Bordeaux*, le texte d’une allocution devant l’AGE (l’Association générale des Étudiants), « Les étudiants et la Révolution nationale », dont le contenu est très proche des articles de Duverger dans l’hebdomadaire du maire de Bordeaux, cela le 27 avril 1942. Autre trace de l’engagement du juriste bonnardien : sa participation active aux travaux de l’Institut d’Études corporatives et sociales de Vichy, patronné par le Maréchal Pétain. Antonin Cohen a bien montré l’implication de Duverger, qui se rendit à l’inauguration de l’Institut en question à Paris, mais aussi se vit confier la « chaire

nie. L’ouvrage, rédigé de 1974 à 1979, comprend six cahiers (les quatre premiers portant sur Bordeaux et sa région). Ils nous ont été confiés sous forme de tapuscrit par Jean-Lagénie, que nous avons interviewé à son domicile de Bruges.

⁴⁵ Nous avons recueilli longuement le témoignage de Raymond Courtot, en 1985, à Paris, ainsi que celui, en sa présence de Georges Lamirand, le 31 mai 1986, à son domicile parisien.

⁴⁶ Source : *La France de Bordeaux et du Sud-Ouest* du 25 avril 1941.

⁴⁷ Cf. *Le Sel et le refus*, op. cit., p. 127, 128.

de Droit public » de cet organisme officiel du dernier Vichy, et participa également de façon très active aux « Journées du Mont-d'Ore », concernant les problèmes de Constitution et de corporatisme, qui lui étaient si familiers depuis les années trente ⁴⁸.

– Enfin élément le plus important peut-être, illustrant l'engagement pétainiste, au sens large, de Maurice Duverger : sa participation au journal hebdomadaire *Le Progrès de Bordeaux*, du maire collaborationniste, Adrien Marquet, en continuité de juin 1941 à juin 1943.

Nous sommes là en présence d'un fait que le juriste a sciemment dissimulé pendant longtemps à son entourage et à l'opinion. Seuls quelques intimes étaient au courant, en dehors de son épouse, dont son beau-frère Henry Brusley, son ami Marc Granet, ainsi que les marquétistes survivants, tels Raoul Gonthié, qui fut le conseiller municipal de Marquet de 1925 à 1941, puis son adjoint, de 1941 à 1944 ⁴⁹ ou encore Robert Ducos-Ader (qui nous l'a avoué explicitement). Sans parler de l'épouse d'Adrien Marquet, Madame Chaumette, qui nous en a parlé lors du témoignage qu'elle nous longuement confié en 1979.

De quoi s'est-il agi précisément, avec cet engagement dans *Le Progrès de Bordeaux* fatal pour la théorie « objectiviste » déployée par l'intéressé ?

Nous avons découvert la totalité de la collection de ce journal du maire de Bordeaux, qu'a bien voulu nous confier son rédacteur en chef, Marc Granet, qui fut le secrétaire particulier d'Adrien Marquet de 1941 à 1944, très influencé par la personnalité de ce politicien brillant en son temps, qui dirigea la cité bordelaise pendant près de vingt ans, passant du socialisme jaussien au « néo-socialisme » des années trente, à un collaborationnisme tactique en juin 1940. Le journal dont il s'agit, fut décidé par Marquet en juin 1941, au moment de l'attaque de l'URSS.

⁴⁸ Cf. l'article important, très bien documenté, remarquable, à tous les niveaux, d'Antonin Cohen, « "Vers la révolution communautaire". Rencontres de la troisième voie au temps de l'ordre nouveau », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 51-2, avril-juin 2004, p. 141-161.

⁴⁹ Nous avons enregistré longuement les témoignages de Raoul Gonthié ainsi que ceux de Marcel Granet, secrétaire particulier du maire Adrien Marquet, avant leur décès. La fille de ce dernier, qui a soutenu une brillante thèse universitaire, nous a confié amicalement la collection originale du *Progrès de Bordeaux*, hebdomadaire du maire, disparue des archives publiques, tant municipales qu'étatiques.

Il en confia la rédaction, avec une totale liberté, à son secrétaire particulier, sachant que ce dernier avait à ses côtés une « équipe » de jeunes liés à la défense de l'art et de la culture (issus pour beaucoup de la Compagnie théâtrale de Jean Lagénie), avec en tête, sur le plan intellectuel, Maurice Duverger. Marquet sépara à ce propos la partie politique, représentant son « Centre de Propagande française pour la reconstruction européenne », de cette équipe de jeunes passionnée d'avoir un journal en main et de s'exprimer sur ses passions, en défendant « la jeunesse » et ses idées, en toute liberté d'expression, mais l'ensemble étant contrôlée tout de même, semaine après semaine, par la *Propagandastaffel* de Bordeaux.

Le *Progrès de Bordeaux* fut bien un lieu de rencontres sous Vichy du réseau de sociabilité agglutiné autour du maire bordelais depuis 1925, qui tenait la cité. Il regroupa pendant trois ans les tenants de la gauche néo-socialiste, de l'extrême-droite fascistoïde et du conformisme catholique local. Marquet, qui avait besoin de resserrer les liens de ceux qui assuraient son influence, mais aussi de donner des gages aux Allemands et aux milieux dirigeants de la cité, menacé par la préfecture de perdre son poste de maire lors du renouvellement par Vichy des municipalités élues en 1935 entre avril et août 1941, confia avec habileté cet important organe à de jeunes petits bourgeois produits des filières catholiques de scolarisation, à dominante de la Faculté de Droit, animés par le juriste très « révolution nationale » qu'était Duverger. Le groupe forma un cénacle intellectuel qui comptait encore, autour de ce dernier : Marc Granet, son meilleur ami de longue durée, devenu donc secrétaire particulier d'Adrien Marquet et rédacteur en chef du *Progrès*, Jean-Michel Cadroye, Christian Cadroye, Lucien Veillon, Robert Ducos-Ader, Raymond Carcaillon, Marcel Duprat, Pierre Mounic, Bargiarelli, Yvon Le Louarn, Teyssandier... Pénétrés de « l'esprit des années 30 » (certains étant donc des disciples de Dieu La Rochelle), militants dans une troupe de théâtre au goût du jour, actifs pour certains dans « Jeune France » et dans la très pétainiste délégation régionale à la Jeunesse (notamment Robert Cassagnau, ami de Duverger du temps de l'henriotisme), ces intellectuels solidaires portèrent la rédaction du *Progrès de Bordeaux* de juin 1941 à février 1943. Les uns vantèrent les mérites du port de l'étoile jaune (on va le voir), les autres la collaboration franco-allemande, d'autres stigmatisèrent les « *jeunes swing gaullistes* », revendiquèrent une « *République autoritaire* », une épuration des mœurs, ou dissertèrent sur le « *socialisme-national* », sur la jeunesse, sur la liberté, sur la création artistique (nonobstant

les conditions de la censure vichyste et allemande en zone occupée !), projetant leur *habitus* de classe, les modèles culturels, les valeurs étriquées de leur milieu social inférieur, dans le Bordeaux de la période, face aux classes dominantes et à leurs représentants patentés, non sans un certain complexe d'infériorité dans cette ville très hiérarchique, défiée par leurs écrits couverts par leurs pseudonymes. Nous sommes bien en présence de jeunes jetant leur fiel pour compenser leur infériorité intériorisée, instrumentalisés par le maire Adrien Marquet, politicien intégral qui avait plusieurs cordes à son arc !

Maurice Duverger accepta, en tant que *leader* de « l'Équipe » en question, de piloter celle-ci et de publier des articles dans ledit hebdomadaire, qui tirait à 1500 exemplaires, uniquement à Bordeaux et dans la région. Furent ainsi édités 60 numéros entre le 15 juin 1941 et le 20 février 1943, date à laquelle Marquet, conscient des conséquences de la défaite de Stalingrad pour les Allemands, décida de tout arrêter et de revendre très habilement le journal à l'équipe déatiste qui le possédait antérieurement avec lui, sur le plan de la propriété, sous le même titre. Ce furent les déatistes, Gabriel Lafaye en tête, qui eurent à rendre des comptes à la Libération à ce propos, alors que Marquet avait fait machiavéliquement disparaître de toutes les archives publiques l'ensemble du journal, que la police, qui enquêta lors de son procès, de 1945 à 1948 ne retrouva pas, évidemment ⁵⁰... L'équipe de jeunes, issue en grande partie de la Compagnie théâtrale des « Compagnons du Bon vouloir », saborda le journal, sur ordre de Marquet, et se retira du jeu. Cela malgré diverses hésitations, certains, Duverger en tête, se démarquant du maire puisqu'il était prêt à continuer l'aventure en juin 1943 en lançant un nouveau journal autonome intitulé *L'Équipe*, dont nous livrons la morasse dans les annexes photographiques et dont il composa l'éditorial de référence, reprenant en partie celui du *Progrès* de juin 1941, dont nous allons reparler.

Le Progrès ne parut donc, répétons-le, qu'avec l'accord hebdomadaire de la censure allemande de Bordeaux et s'inscrivit dans la lignée tracée par Marquet : collaborationniste dans le réalisme de la zone occupée, orientation « *socialiste et*

⁵⁰ Nous avons recueilli à ce propos le témoignage de Monsieur Xavier Védère, conservateur des archives municipales de la ville de Bordeaux lors de l'époque concernée, qui nous a confirmé ces faits. Seuls quelques numéros de la période en question se trouvent conservés à l'Annexe de la Bibliothèque nationale à Versailles.

nationale », flattant les Allemands pour obtenir d’eux des gages dans la gestion de la cité.

La difficulté pour l’historien est que l’ensemble de l’équipe de jeunes, passionnée de culture, signa avec des pseudonymes individualisés – celui de Maurice Duverger étant « Philippe Orgène » (déjà utilisé par lui dans la rubrique fascistoïde du *Libérateur du Sud-Ouest* de Doriot, d’avril 1937, légèrement modifié : « Louis-Maurice Orgène »).

Heureusement, un document décisif et objectif de décembre 1942, issu des Renseignements généraux de Bordeaux, produit à la demande du préfet régional lavaliste Maurice Sabatier, livre la clé de chaque pseudo (cf. document annexe). Ces données sont confirmées par divers témoignages, dont celui du rédacteur du journal, Marc Granet, par écrit (cf. document annexe). Par ailleurs, Maurice Duverger, qui a longuement occulté tous ces faits, avoua une première fois sa participation à ce journal, dès que celle-ci fut révélée par notre témoignage lors du Procès Duverger contre *Actuel* devant la XVIII^{ème} Chambre correctionnelle de Paris en 1988 ⁵¹, confirmant ce pseudonyme de « Philippe Orgène », qu’il osa désigner comme étant un « pseudo collectif » lors d’une *interview* télévisée à FR3 Bordeaux, au moment du procès en 1988 (nous en avons conservé l’enregistrement intégral en cassette vidéo que nous avait confié alors le journaliste bordelais de FR3, Alain Chollon).

Mais, élément décisif, Duverger avait révélé lui-même antérieurement au journaliste Claude Glayman, en 1975, lors sa longue interview de 27 heures, en la version originale de ses mémoires, sa participation personnelle au *Progrès de Bordeaux* en des termes explicites (ce qu’il a occulté lors de la publication de leur version caviardée, *L’Autre Côté des choses*, publiés chez Albin Michel !). Il rédigea à trois reprises le passage concernant sa participation au *Progrès*, parlant

⁵¹ Nous avons été personnellement cité en faveur d’*Actuel* par Maître Charles Liebmann, à la demande de Serge Klarsfeld. Nous nous sommes retrouvés, sur les bancs de la défense, aux côtés de Madeleine Barrot, fondatrice de la Cimade en France, ainsi que d’André Glucksmann, face aux arguments « d’autorité » fournis, du côté de Duverger, par Jacques Chaban-Delmas, député-maire de Bordeaux, ancien président de l’Assemblée nationale, Georges Vedel, le général de Boissieu, gendre du général De Gaulle, Jacques Ellul, Jean Lacouture..., tous en faveur du « grand juriste » ! Lors de ce procès, les arguments « d’autorité » l’ont emporté sur la vérité, que personne n’a voulu entendre, dans le rapport de force en présence d’alors... Une fois de plus, la « mémoire » sélective politisée et médiatisée reconstruite *a posteriori* et la science historique n’ont pas fait bon ménage !

d'« erreur personnelle de jugement », texte qu'il soumit à la relecture à son ami Marc Granet ainsi qu'à son beau-frère Henri Brusley, comme un échange original de correspondance en notre possession en fait foi.

Tout ceci n'est point anecdotique. En effet, Maurice Duverger publia en fait dans ledit journal vingt-et-un articles (plus un qui le félicita d'être agrégé en ayant publié sa photo – cf. document annexe), que nous avons recensés et scannés. Cet hebdomadaire, chaque semaine, défendit jusqu'à Stalingrad les positions du maire Marquet (que Lucien Rebatet, le douteux auteur des mémoires brillantes pour son camp, *Les Décombres*, a désigné, lui qui le rencontra si souvent, comme « *le maire le plus collaborationniste de France* ») et de son mouvement politique. Duverger reprit quant à lui, sans état d'âme, dans le Bordeaux occupé des années quarante (n'oublions jamais cette variable) ses thèmes des années trente, avec une continuité évidente d'écriture et donc de pensée.

Voici, sous forme de tableau, la liste des articles en question.

Articles de Maurice Duverger dans le Progrès de Bordeaux (15 juin 1941-12 juin 1943)	
Dates des articles	Titres des articles
N° 1 / 15 juin 1941	« L'Équipe »
N° 2 / 22 juin 1941	« Mesure de la France »
N° 3 / 29 juin 1941	« Derrière la façade »
N° 4 / 6 juillet 1941	« La trahison des clercs »
N° 5 / 20 juillet 1941	« La révolution intérieure »
N° 6 / 27 juillet 1941	« Liberté, liberté chérie »
N° 7 / 30 août 1941	« Jeunesse du théâtre »
N° 8 / 20 décembre 1941	« Une génération à la dérive »
N° 9 / 10 janvier 1942	« Pluralisme et pagaille sympathique »
N° 10 / 21 janvier 1942	« Si j'étais secrétaire général à la Jeunesse »
N° 11 / 4 avril 1942	« Attente ou action »
N° 12 / 28 novembre 1942	« Maurice est agrégé »
N° 13 / 5 décembre 1942	« Du fond de l'abîme »
N° 14 / 19 décembre 1942	« Des Français de qualité »
N° 15 / 26 décembre 1942	« Le Rois vaincu » (conte de Noël)
N° 16 / 9 janvier 1943	« D'hier à demain »
N° 17 / 9 janvier 1943	« Et le public ! »
N° 18 / 16 janvier 1943	« Pour le meilleur et pour le pire »
N° 19 / 6 février 1943	« Condition d'une révolution française »
N° 20 / 13 février 1943	« La République autoritaire »
N° 21 / 20 février 1943	« L'illusion démocratique »
N° 22 / 12 juin 1943	« L'Équipe » (morasse)

Il nous faut essayer ici d'engranger les leitmotifs de la pensée duvergérienne de façon objective, à travers les vingt-deux articles que Duverger a livrés au *Progrès de Bordeaux* d'Adrien Marquet. En voici quelques exemples.

La floraison commence avec la publication dans le numéro 1 du nouveau journal, le 1^{er} juin 1941, d'un texte dont un numéro ultérieur du *Progrès* nous apprend que c'est lui qui le rédigea intégralement (on reconnaît d'ailleurs nettement son style prétentieux, catégorique et dichotomique). Il s'intitula « l'Équipe », tout simplement, dans la suite des idées adolescentes précédentes du temps du PPF et de l'admiration pour Drieu La Rochelle, en ces termes engageants :

« Nous qui, chaque semaine, tenterons ici de faire comprendre et aimer l'art de France et les apparences variées qu'il revêt : théâtre, littérature, musique, cinéma, peinture, sculpture, etc., nous ne sommes point des individus isolés, agissant de façon indépendante, chacun pour son propre compte et sous sa seule responsabilité. Nous avons mis en commun nos idées et nos volontés, notre foi et notre espoir ; nous sommes une ÉQUIPE. »

« À première vue notre rencontre semble le fait d'un hasard extraordinaire. Nos origines sociales nous séparaient, nos opinions et nos actes élargissaient encore ce fossé. Nous sommes partis de lieux éloignés et nous avons suivi des routes différentes. Mais toutes ont abouti à ce même carrefour où nous nous sommes retrouvés : la défaite. »

Vantant les « lois de l'effort », « l'amour du travail bien fait », l'acte de « finir », ce mot « si profondément français », désireux d'agir « immédiatement » dans la tradition de « la vieille sagesse française », le texte duvergérien ajouta :

« Notre salut nous viendra de personne d'autre que de nous-mêmes, de notre travail inlassable, de notre effort, acharné. »

Il vanta encore les mots d'ordre du nouveau « patron » politique, Adrien Marquet : « *Ordre, autorité, nation, discipline* », le travail devant être coordonné par « *l'effort de chacun avec l'effort de tous* », avec un esprit « *jeune* » et « *un cœur jeune* ». Et Duverger de rengainer contre la République d'antan, ce dont il discourait déjà depuis 1934 :

« Nous avons failli mourir de cette désorganisation, de cette pagaille. Il faut abandonner l'individualisme et agir désormais en communauté. Il faut retrouver le sens de l'ÉQUIPE. »

Autre refrain identique à celui du temps du PPF de la part de l'ancien militant doriote :

« L'époque où nous vivons épouvante les vieillards, qui s'efforcent en vain de retenir entre leurs mains vacillantes les miettes d'un passé mort. Nous la jugeons, nous, une époque exaltante, une époque à notre mesure. Sans doute, sommes-nous entourés de ruines : mais les faibles seuls gémissent devant les ruines. Pour notre part, nous tirons les plans de l'édifice futur, que nous construirons à la place de ces ruines. Il y a des générations qui travaillent et des générations qui profitent paresseusement de l'œuvre d'autrui ; des générations de constructeurs et des générations de jouisseurs. Nous préférons être de celles-là plutôt que de celles-ci. [...] »

Chacun parle de révolution, mais la révolution n'est pas cette accumulation de paroles vaines. La révolution nationale ne sera faite que le jour où chacun aura, pour sa part et dans son propre domaine d'action, accompli sa révolution personnelle. Car il ne sert à rien de changer les institutions, si ne changent point les hommes, qui mettent en mouvement ces institutions. »

Soif d'action immédiate ? Ces jeunes ne se sentaient plus ! Duverger, qui avait 24 ans en 1941, se positionna en tout cas, à travers ce texte, dans la suite de l'engagement de ses camarades de théâtre de « La Compagnie du Bon Vouloir », comme le *leader* de ladite « Équipe ». Le rédacteur en chef du journal, son ami intime, Marc Granet, avec lequel il partagea tant de choses, d'idées, d'échanges intellectuels et politiques, de voyages, de randonnées, de camps en commun, de jeunes femmes aussi (non sans concurrence sourde, voire jalouse entre eux, évidemment) avouera dans un témoignage important cette primauté de Duverger en tant que chef de « l'Équipe », dans un article de 1942, sur lequel nous reviendrons.

Second article de ce dernier, dans la suite, le 22 juin 1941.

Il s'agit d'une reprise des discours prononcés ou publiés antérieurement, des années 37, dans la presse du mouvement doriote, mimant ceux de Drieu La Rochelle du PPF. Le contenu ?

La France a un passé glorieux, plein de passions, qui doit s'inspirer des exemples antérieurs, sans en être dépendants. Cette nation « mesure », plus qu'elle est mesurée. Duverger, qui condense là son enseignement des cours d'histoire dans

les collèges catholiques de Sainte Marie Grand-Lebrun et de Tivoli, que lui avait conseillés Roger Bonnard pour qu'il se forme à l'enseignement, étale son savoir d'historien catholique. Il écorche, bien sûr, au passage, les « *raisonneurs sans vergogne* » et les logiciens impénitents (Descartes, par exemple ?). Avec hauteur et suffisance, il parle du « peuple » et de « la France »... Si l'Angleterre est conspuée discrètement et sert de repoussoir (comme pour Vichy !), d'autres « héros » de l'histoire, en plus de Louis XIV, de Napoléon, sont alors convoqués et avec autorité mis en avant. Tels le maréchal Pétain et Jeanne d'Arc :

« Démesure aussi de ce vieillard vainqueur des plus grandes batailles de l'histoire, entré vivant dans la légende, qui charge sur son épaule le poids accablant de la défaite et qui s'efforce d'une énergie surhumaine de faire jaillir des ruines un avenir qu'il ne verra pas... »

Enfin, par-dessus tout, au faite même de l'édifice, dominant vingt siècles d'un passé sans mesure, la plus démesurée de toutes ces aventures ; l'Aventure entre les aventures : celle d'une jeune fille de seize ans, petite paysanne de bon sens et de peu de savoir, qui défie les ministres et les états-majors et réveille un monarque endormi, tirant au roi son royaume et au pays son âme unique qu'avaient recouverte la pourriture des discordes venues de l'étranger. »

Duverger a donc réouvert ses cartons. Il réitère ses articles précités du temps du doriotisme, notamment celui du numéro 19 du 10 avril 1937 du *Libérateur du Sud-Ouest* reprenant son discours enflammé sur le redressement du pays et les changements de méthode nécessaires pour construire une France nouvelle et un Empire « *purement et simplement français* ».

Le troisième article, « *Derrière la façade* », défend « *les idées* » contre les paroles et les « *étiquettes* ». Les idées ? Il s'agit là encore de promouvoir, aux forceps, une vraie « *révolution nationale* ». L'article se trouve là en vis-à-vis d'une première page consacré à un important discours du Professeur Grimm prononcé à Bordeaux devant Marquet, « *L'Europe et le bolchévisme* ». Il est situé dans le journal du maire en page 3, en vis-à-vis en page 4 de l'article publié (mais non signé) par un rédacteur volontiers antisémite... mais anonyme, intitulé : « *Le bilan du Cinéma français. L'invasion juive, cause de notre décadence* », dans la rubrique « Les Lettres et les Arts », celui de Duverger l'étant dans celle intitulée,

« La Vie sociale » (cf. documents annexe). Nous reviendrons plus loin sur cet article concernant le cinéma.

Dans son article du 22 juin 1941, le publiciste constitutionnaliste se déchaîne. Voici ce qu'il écrit, conspuant le monde républicain du passé et ergotant sur un sujet qui n'était pas secondaire, concernant le changement de sigle officiel entre « République française » « *pagayocratie* », et « *État français* » vichyssois, sur les tampons et tous les papiers administratifs du régime :

« Si l'apologie du terme de République masque une tentative pour retourner aux anciens errements, pour susciter la "pagayocratie" d'hier, que ses auteurs sachent qu'ils s'efforcent en vain de ranimer un cadavre déjà grouillant de vermine. Qu'ils soient avertis que nous les combattons avec une énergie farouche, non point par la parole ou la plume, mais par le fer et le feu. »

« Si les autres pensent que la révolution nationale pourra se borner au baptême du nouvel "État français", qu'ils apprennent également que rien ni personne ne saurait entraver la marche de cette révolution et que s'ils osaient tenter une telle entreprise, nous leur passerions sur le corps dans l'allégresse d'un piétinement victorieux... »

« République, État, Monarchie, Empire... Le mot n'importe point. Mais seulement la réalité qui l'enveloppe. »

« Il ne faut pas prendre la paille des mots pour le grain des choses », a écrit quelque part Leibnitz. Que cette maxime limpide soit l'unique loi de notre action. »

Toujours une vue « de haut », un détachement arrogant dans l'écrit.

Nous voici le 6 juillet 1941 : article important, sur le plan intellectuel. Duverger, qui se dévoile encore, récidive. Dans la rubrique du *Progrès*, « Les Lettres et les Arts », « Au fil de la pensée », il ratiocine sur « *la trahison des clercs* ». Pour lui, il y a les « clercs » au sens chrétien, et les clercs au sens républicain, de l'ancien régime. En fait, il s'en prend là, violemment, à Julien Benda, auteur d'un ouvrage célèbre de 1929 sur le sujet du titre de l'article. Ce dreyfusard de la première heure, proche de Charles Péguy, qui publia diverses réflexions de lui dans les *Cahiers de la Quinzaine*, avait critiqué, face à l'Action française, la politisation débridée de nombre d'« intellectuels ». En l'attaquant de front, Duverger se

définir lui-même négativement. Benda avait fermement dénoncé le repli des « clercs » vers des pensées et des positions frelatées, qui se jetaient sur les faux concepts de « race », de « nation », de « classes sociales », de « parti », de « marxisme », de « fascismes », illusoires et dérisoires... Autrement dit, Benda visait en profondeur et directement Duverger dans sa trajectoire vichyste, ou celle antérieure henriotiste et doriotiste ! Il refusait aussi les arguments dérisoires de justification mis en avant en l'occurrence par ces politiciens-intellectuels de salon : ceux d'appel à l'action, de soif de résultats immédiats, de refus du dialogue intellectuel, de haine aussi, bref, de toutes les « idées fixes » des détraqués « nationaux » du tournant du siècle... C'est bien cela qui caractérisait en fait l'ensemble de l'équipe du *Progrès de Bordeaux*. Alors que pour Benda, les clercs devaient avant tout se consacrer plutôt à la morale, à l'histoire des idées, détachées de la politique immédiate, au réalisme de la vie tout court, et au refus de la politique. Cet écrivain avait attaqué de front la trahison des intellectuels qui avaient oublié leurs propres valeurs ! Voilà l'essentiel de son message – de tous les temps !

Alors, Duverger, qui ne pouvait laisser passer un tel positionnement, exécuta dans son article du *Progrès* toutes les thèses de Benda. Il confirma, *a contrario*, à la fois ses propres engagements politiques pétainistes, arrivistes, mais aussi son antisémitisme personnel, déjà affirmé du temps d'Henriot et de Doriot, en s'acharnant à valoriser encore la période « révolutionnaire » du Vichy d'alors. Il écrit clairement à ce propos, révélant ses failles :

« En définitive, dire “les clercs” est aujourd’hui la façon distinguée et passablement apprêtée de désigner ce que le langage vulgaire nomme “les intellectuels” : écrivains, artistes, philosophes, professeurs, ou ceux qui servent l’esprit, qui le développent, qui l’analysent, qui le meublent ou qui l’ornent.

Ils ont reçu le baptême des clercs de la main de ce petit juif de salon qui se nommait Julien Benda, spécimen curieux d’une étrange faune, dont l’extraordinaire courage en paroles avait pour corollaire une lâcheté sans limite en face de l’action. Il y a quelques années, ce personnage produisit un livre assez grand succès, sous le titre que nous avons donné à ces réflexions : il nous a paru juste en effet de reprendre à ce juif le terme chrétien dont il s’était emparé... (souligné par nous) »

Le publiciste bordelais, qui signait ses articles avec le pseudonyme dont nous avons parlé de « Philippe Orgène » – preuve de sa lâcheté à lui car signer des articles d'un pseudonyme n'est pas une preuve de courage intellectuel en soi ! –, s'en prit ensuite aux clercs républicains. Beaucoup d'entre eux avaient à ses yeux « *trahi* » (*sic*), ayant fui pour beaucoup en Amérique, dans le monde des « jeunes *swings* ». Symptomatiquement, maladivement, même, Duverger n'est pas tendre à leur rencontre :

« Dans ce pays qu'ils ont abandonné, ils ne rentreront plus jamais, ni vivants – ni morts... Nous ne leur ferons point l'honneur de notre haine ou de notre mépris : ils ne méritent que l'indifférence et l'oubli. »

Quant à ceux qui étaient restés en France, ils se montraient « *lâches* », détachés de tout engagement, vivant en « *étrangers* » et surtout, « *attachés au passé* » républicain et à ses fantômes (pas au passé néo-chrétien de Duverger, évidemment !) :

« Artistes, ils admirent les œuvres du passé ; écrivains, ils font des livres dans le goût du passé ; professeurs, ils enseignent les idées du passé. »

Le « passé » en question, revu par la grille duvergérienne, était pourtant solide, sur le plan civilisationnel (Duverger reprend là les leçons du Drieu La Rochelle de *Socialisme fasciste* !). Mais le passé sublimé par les clercs républicanistes ne pouvait être assimilé au moment figé « *du 17 juin 40* ». Cet arrêt sur image constituait une « *désertion intellectuelle* » aussi grave que celle des fuyards vers l'Amérique. En gros, la Troisième République ne pouvait ressusciter ! Ni surtout servir l'immobilisme de ces nouveaux clercs dévoyés, tenants du scepticisme et de l'inaction.

La pensée de Duverger – celle de l'apprenti universitaire qui parle haut, avec orgueil, qui tient son nouveau filon de réussite sociale et parle *pro domo* et *ex cathedra*, alors qu'il n'est pas encore agrégé de Droit public – se révèle crûment dans cet article symptomatique : c'était donc aux clercs, notamment aux professeurs des jeunes à suivre le nouveau régime vichyssois qui lui même devait s'afficher avec fermeté :

« Si l'on veut que le régime nouveau soit construit sur le granit et non sur le sable, il faut que ce régime ait pour lui les clercs, par qui se forme l'esprit public, qui est aussi important que les institutions publiques.

Pour cela, il est d'abord nécessaire que ce régime s'affirme, hardiment. Si beaucoup, parmi les clercs et les autres, le considèrent avec scepticisme, ce n'est pas en raison de ses audaces mais de ses timidités. Tant qu'il procédera par hésitations, par à-coups, par tâtonnements, par mesures provisoires, comme s'il n'était point sûr de sa force et de sa durée, comment les sceptiques pourraient-ils être convaincus de cette force et de cette durée ? Pour réussir, il faut oser...

À cet effort gouvernemental doit également correspondre un effort intellectuel de la part des « clercs ». Il faut qu'ils comprennent que la vie est mouvement et non pas immobilité, que les vérités d'hier sont aujourd'hui des erreurs, parce que la vérité d'une idée consiste dans son adéquation aux faits, et que les faits ayant changé, les idées doivent subir une évolution parallèle ; que la véritable grandeur de la pensée n'est pas dans la délectation morose des souvenirs de ce qui aurait pu être et qui n'a pas été, mais dans l'effort opiniâtre pour faire jaillir la clarté hors des brumes de l'avenir.

L'esprit doit tenir une grande place dans la France de demain. Encore faut-il qu'il apprenne hardiment – et qu'il ne reste point confiné dans une bouderie hostile. Car ce qui se ferait sans lui risquerait de se faire contre lui. »

Un léger commentaire : nous sommes là loin du « positivisme » juridique, mais dans le sillage de la théorie du « droit naturel » affichée par le Bonnard de la théorie opportuniste de la légitimation de Vichy dans *Les Actes constitutionnels depuis la Révolution de 1940*, précédemment signalée. Le disciple, une fois encore, comme piloté par la recherche malade de « directeurs de conscience » du monde catholique, imitait une fois encore le « maître », qui, lui, était en train de lui permettre de réussir socialement, dans la jungle de la « lutte des places » entre les élites tant de fois dénoncée par Duverger. Trace là, encore une fois, de ce complexe d'infériorité dans la société bordelaise, si hiérarchisée et cloisonnée socialement. Indices aussi d'un carriérisme et d'un arrivisme social caractérisés.

Le 20 juillet suivant, avec une première de couverture du *Progrès* intitulée « En signant un accord avec Staline, Churchill s'est livré au bolchévisme », tiré

d'un discours d'Adrien Marquet lors d'une conférence du journaliste-docteur Max Clauss, secrétaire général du « Comité franco-allemand d'information et de documentation », liée à l'ambassade d'Otto Abetz à Paris, Duverger livra son analyse du concept de « *révolution intérieure* ».

Celui-ci avait été déjà posé par le Drieu La Rochelle du doriotisme, et le juriste bordelais l'avait mimé à son niveau en 1937. Comment en condenser le contenu ? Une « *révolution nationale* » ne peut se contenter de changer les institutions sous peine de jouer « *une pièce vétuste* », même sous un clinquant affiché. Il faut transformer les hommes dans leur esprit, en profondeur. Façon, là encore de valoriser les professeurs, les faiseurs d'idées, auprès des jeunes, les hommes « *d'esprit nouveau* », qui doivent pratiquer une véritable « *révolution spirituelle* ». La « *révolution nationale* » de Vichy ne pouvait ni précéder ni suivre cette « *révolution intérieure* ». Les deux devaient être concomitantes... Il ne fallait donc point se lamenter sur les lenteurs de la révolution nationale gouvernementale.

Au passage, notons la dichotomie, plusieurs fois répétée comme un slogan, qui opposa la période républicaine révolue des temps en cours et de « *l'esprit nouveau* », mot répété à satiété, qui exigeait des solidarités d'équipe. C'est bien la fin, dans la tête du publiciste, de l'esprit de laïcité, fondé sur la conscience personnelle et l'esprit critique, individuellement irréductible ! Duverger confond allègrement la réflexion cartésienne avec « *l'égoïsme* ». Il lui fallait absolument un « collectif », une « équipe » pour penser et exister ! Voilà un des fondements intellectuels profonds de ce « fascisme » à la française, anticartésien, évidemment. D'où cette formule hiérarchiste, néo-chrétienne peut-être, mais surtout néo-socialiste « à la bordelaise », qui reprenait en gros les mots d'ordre simplistes d'Adrien Marquet, le maire de la cité, que Duverger avait accepté de servir en devenant éditorialiste du *Progrès*, après l'avoir conspué, répétons-nous, lors de son passage dans l'henriotisme bordelais des années trente :

« L'individu reçoit de la communauté plus qu'il ne lui apporte : il a donc plus de devoirs que de droits. »

Dans le domaine de l'action, l'esprit de solidarité se traduit par l'esprit d'équipe, et le sens de l'action en commun, où l'activité de chacun subit l'ajustement nécessaire pour cadrer avec l'activité de tous.

L'ESPRIT nouveau est également un esprit de discipline. Si tout le monde commande, si personne n'obéit, l'ouragan de l'anarchie dévaste la société. Personne n'est plus libre, car la liberté ne peut s'épanouir dans l'ordre.

Pour que règne l'ordre, garantie de la liberté, il faut une autorité. Et l'autorité suppose la discipline, qui consiste à opérer rigoureusement aux ordres reçus qu'on les approuve ou non. »

Gargarisme vichyssois, enfin. Cet « esprit nouveau », mis en avant, devait être toujours « de grandeur ». Là surgit une contradiction fondatrice chez Duverger : il rejette évidemment le passé républicain, mais valorise *a contrario* un passé à la fois plus lointain et plus présent : celui de Jeanne d'Arc, des Rois de France, et celui de Pétain, le soldat qui a « sauvé » le pays, en lui faisant « *don de sa personne* ».

La République ? Comme Roger Bonnard, son mentor et son ascenseur social, Duverger, toujours prétentieux, dénigre la République en ces termes :

« Il est absolument nécessaire que les Français retrouvent le sens de la grandeur que leur ont fait perdre soixante-cinq années d'un régime dont la médiocrité était à la fois le fondement, le moteur et le but. »

Et alors, l'enseignant des Écoles libres de Bordeaux entonne son antienne grotesque, immodérée et compensatoire, qu'il veut « épique », comme dans divers de ses articles du *Progrès* et de ses discours idéologiques des années trente :

« La tradition française est une tradition de grandeur. Les Croisades, Jeanne-d'Arc, les épopées de l'Inde et du Canada, le Roi-Soleil, les guerres de la révolution, Napoléon, les conquêtes coloniales, Verdun et, hier encore, Palmyre, ce ne sont point des sujets pour comédie bourgeoise ou drame larmoyant à la Dumas fils. »

L'éditorialiste en remet une couche dans son pamphlet permanent. Il conspue en finale, dans cet article révélateur, les « Français moyens », la « médiocrité bourgeoise » qu'il rejette de son univers mental, cela dit en ces termes, au nom d'une conception assez autoritaire de « sa » « révolution nationale », ignorant en fait la liberté de conscience individuelle, fondement de la démocratie :

« À vous en croire, apologiste de la “mesure” du “Français moyen” – et tout et tout – la puissance de notre pays lui viendrait de l’avarice de quelques petits rentiers à col dur et veston d’alpaga, qui vivent chichement devant une liasse de titres en dégringolade continue. J’entends d’ici vous démentir le large rire gascon d’Henri IV, dont les coffres étaient vides et les pourpoints troués, et qui fit la monarchie absolue ; la colère de Bonaparte, dont les soldats allaient nu-pieds et vêtus de guenilles et qui conquiert un Empire ; et la grande voix de tant d’autres, de tous ces héros, de tous ces saints, de tous ces grands hommes dont le sang coulent dans nos veines, un sang qui n’a point dégénéré.

Assez de Français moyens ! Il nous faut de grands Français. Il nous faut l’enthousiasme pour les grandes idées, l’énergie et la volonté pour les grandes actions...

... Sinon, notre révolution ira rejoindre sous la poussière les archives des coups d’État mort-nés et des régimes avortés.

Il ne sert à rien de changer les lois si vous ne changez pas ceux qui les appliquent ou les supportent. La révolution, dites-vous, doit faire un État nouveau ? Ce n’est pas assez. La révolution nationale doit faire de chaque Français un homme nouveau dans un État nouveau. »

Duverger, censé être à la Fondation Thiers pour préparer l’agrégation de Droit public que va lui concocter Roger Bonnard à cette date, prend tout de même le temps dans cette période estivale de relancer sa pensée, une semaine après, et de rédiger ses articles pour *Le Progrès de Bordeaux*...

En effet, le 27 juillet, il produisit un nouveau titre provocateur (« *Liberté, liberté chérie* »), en pleine « Révolution nationale » pétainiste. D’autant qu’en première page, *Le Progrès* titre en très gros caractères : « *Centre de propagande française pour la Reconstruction européenne* », annonçant la tenue le même jour de la première assemblée générale de ce mouvement collaborationniste marquantiste pro-nazi.

L’auteur de l’article, qui se prend pour un « médecin légiste » de la démocratie, ose parler du concept de liberté, qui ne serait selon lui qu’un « mot » et un ensemble de « sonorités ». Vu le contexte et les circonstances, cela était particulièrement osé, surtout dans le Bordeaux de la zone occupée ! Mais aussi profondément malhonnête, au regard de l’état de l’opinion publique telle qu’elle

s'exprimait de façon diverse, obéissant aussi aux mots d'ordre de la Radio de Londres, depuis quelques temps, retranscrite dans les rapports des préfets de Vichy ⁵²...

Le mot « liberté ? C'est « *un cadavre qu'on dissèque* », un mot illusoire, avec lequel on a trompé le peuple. Or la « liberté » de pensée dépend de l'enseignement, de l'éducation qui ne peut être « libre » (là, Duverger fait ressurgir les contraintes qu'il a traversées, tant dans l'enseignement reçu puis délivré dans ses collèges, en tant qu'élève et enseignant, qu'à la Faculté de Droit de Bordeaux, qui lui délivra une formation stricte, formaliste, autoritariste). Pour lui, la liberté n'est point donnée, mais doit être conquise, principalement sur « soi-même », mais surtout dans un contexte d'ordre et d'autorité. Cynisme oblige, comme si les Bordelais avaient besoin d'un telle pique de rappel, eux qui se trouvaient jour et nuit sous la tutelle des troupes allemandes d'occupation et des consignes de Vichy ! Cet article voulait prouver que l'absence de liberté était méritée, en quelque sorte, en raison de la faute de ceux qui n'avaient pas su se « discipliner », pris dans les mensonges démocratiques antérieurs. Façon aussi de dire que l'absence de liberté était la faute de ceux qui souhaitaient vivre libres ! On lit ceci, à la fin de cet article irréel, en cette période, qui de surcroît cite inopinément un auteur allemand de la part d'un jeune juriste jouant cyniquement et de façon grotesque, une fois encore, avec le mot de liberté :

« Il n'est point libre, malgré toutes les définitions juridiques et les proclamations politiques, celui qui reste prisonnier de ses passions ou de ses habitudes. On est libre seulement dans la mesure où l'on a remporté la plus difficile des victoires, la victoire sur soi-même. Ce qui revient à dire que l'on n'est libre que dans la mesure où l'on a su s'imposer à soi-même une discipline.

“Celui-là seul est digne de la liberté celui qui, chaque jour, est capable de la conquérir” a écrit quelque part Gœthe. Maxime qui s'impose aux politiques.

Car une société ne peut vivre que si l'ordre y règne, qui suppose que les citoyens se plient à une certaine discipline. Mais cette discipline peut être établie de deux façons : elle peut d'abord être imposée à l'individu de

⁵² Sur ce point, cf. l'ouvrage fondamental de Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Le Seuil, col. « L'Univers historique », 1990.

l'extérieur, par l'État, qui dispose de la contrainte ; elle ne peut aussi résulter de la libre volonté des individus, qui sont capables de s'imposer à eux-mêmes, de l'intérieur, les disciplines nécessaires.

D'où cette règle d'or du gouvernement : la qualité de liberté que l'État laissera aux individus dépend de la force des disciplines intérieures que les individus sont capables de s'imposer à eux-mêmes.

La liberté ne meurt point par la volonté tyrannique des gouvernants, mais par l'application des gouvernés, à leur absence d'énergie.

Les démocraties sont mortes de la veulerie d'individus incapables de se discipliner eux-mêmes. De cette mort, ils n'ont donc point à accuser d'autres qu'eux mêmes.

Lorsqu'on n'est pas maître de soi, il faut bien qu'un autre soit votre maître pour que la société vive.

Le reste est littérature. »

Bref, une pensée circulaire, qui se mordait la queue !

Le 3 août 1941, en pleines « vacances » scolaires, Duverger continua son débailage verbal et idéologique. Cette fois, il livra sa pensée sur le thème : « *Jeunesse du théâtre* », une de ses passions... Le théâtre ? Hier, c'est-à-dire au temps de « *la décadence* », de la « *démocrassouille* », il fut réduit à des divertissements mondains ou vulgaires, commerciaux toujours, gangréné d'une « *lente pourriture* ». Laquelle ? Celle du « *drame bourgeois* », plein de choses « *monstrueuses* » qui le recouvrirent à la façon d'un « *parasite* », à travers une « *comédie de mots* » avec « *ses larmes de bazar* », ses « *faux sentiments* », ses vaudevilles ineptes, pleins de canailleries misérables, de crasse, de cocus, de bêtises, de « *Fernandèleries* » pour le bas peuple et des « *âmes viles* » (*sic*)...

Cette « *fange* » n'est plus, désormais, s'écrit Duverger ! Le vrai théâtre, étouffé jusque-là, proche de celui d'Eschyle, des pièces du Moyen-Âge vécues par « la foule », si « populaire », renaît : celui de « La Compagnie du Bon Vouloir », sur laquelle *Le Progrès* du 13 décembre 1941 publiera un article élogieux... Il est vrai qu'il fut rédigé par Jean Lagénie en personne, fondateur et directeur de ladite

compagnie, mais aussi responsable administratif de l'Association vichyssoise « Jeune France » à Bordeaux, nous l'avons vu ⁵³.

Duverger, dans son article, considéra que le peuple pouvait aimer les grandes pièces théâtrales. Il précisa, en tant que membre de « La Compagnie du Bon Vouloir » :

« Je me souviens d'avoir joué Shakespeare parmi des paysans. Certes, ils étaient un peu déconcertés, devant la nouveauté de ce qu'on leur montrait. Mais ils ne pouvaient résister à l'envoûtement du génie, et ils sentaient ce soir-là souffler dans leur âme le vent pur des cimes, qui disperse dans le ciel les miasmes de la vallée. »

« J'ai dit l'autre jour qu'un peuple ne pouvait vivre sans grandeur. Il ne peut vivre non plus sans beauté. »

Duverger, qui donc se gargarise sans cesse, comme pour s'élever lui-même, « d'antiques grandeurs », lance le fiel de la supériorité sociale qu'il a dans la tête, à travers un langage pamphlétaire d'origine fasciste, transposé ici dans les beaux-arts de façon élitiste, ségrégative, dichotomique. Il fallait encore et toujours se « démarquer »...

Dans les mêmes mots, souvent, que le rédacteur anonyme de l'article précité du *Progrès* du 29 juin 1941 sur le cinéma, pourri selon ce dernier par « l'invasion juive, cause de notre décadence »... Écoutons le : « *Le gouvernement du maréchal Pétain* » était en train de s'occuper avec raison de la renaissance du septième art en France. Aussi fallait-il louer l'ouvrage récent de Lucien Rebatet (*alias* François Vinneuil), *Les Tribus du cinéma et du théâtre* qui dressait un bilan. Avant la défaite, on constatait l'élimination des « Français d'origine » au profit « d'apatrides et d'escrocs notoires », appartenant tous à « la race juive », « naturalisés de fraîche date », « la technique juive » consistant souvent dans le siphonage de budgets, les montages de mises en faillites, sans cesse alimentés par de « nouveaux arrivages de métèques franchissant nos frontières, accueillis par leurs frères de race ». Cela tant au niveau des producteurs que des metteurs en scène ou des acteurs, faisant venir « toute la lie des ghettos d'Europe ». Et

⁵³ Sur « Jeune France », cf. notre ouvrage, *Vichy contre Mounier. Les non-conformistes des années 40*, op. cit., téléchargeable sur le Site « [Les Classiques des Sciences sociales](#) » de l'Université de Chicoutimi au Québec.

l'article, résumant l'antisémite Rebatet, de dresser des listes de noms prouvant cette « *invasion juive* », et de dénoncer « *les vaudevilles fabriqués à la chaîne* », semblables à « *la camelote des Uniprix juifs* », aboutissant à un « *abrutissement public* ». L'auteur de l'article (vraisemblablement Marc Granet, passionné de critique cinématographique, ami de Duverger, antisémite explicite dans un certain éditorial sur lequel il faudra revenir, qui ne signait jamais ses éditoriaux, méprisant les pseudonymes) termina en critiquant avec Rebatet notamment les films de Marcel Carné, *Hôtel du Nord*, *Quai des Brumes*, *Le Jour se lève*, au contenu « *fataliste* », d'un « *déterminisme dégradant* ». Il ajouta que le « *gouvernement du maréchal Pétain* » aurait intérêt à faire appliquer les décrets pris contre cette « *invasion* », mais qui restaient pour l'instant « *sur le papier* ».

Après la trêve estivale du journal, qui permit aux jeunes de « l'Équipe » de respirer entre le 10 août et le 6 décembre 1941, dans le numéro 48 du 20 décembre suivant, Duverger eut l'honneur de la première page avec un article sur la jeunesse : « *Une génération à la dérive* ». Il inaugurait une série de réflexions sur la Révolution nationale telle qu'il l'envisageait et la partageait avec ses copains d'alors.

Avec prétention, une fois encore, il parla au nom de toute sa génération, « *celle de la jeunesse* ». Thème redondant par rapport à ses positions sur le sujet, depuis son passage chez Henriot et Doriot, nous le savons. Il opposa une fois de plus les « *jeunes* » aux « *vieux* », « *les hommes de plus de quarante ans* », qui supportaient les jeunes, mais ne les aimaient pas, d'autant qu'ils ne pensaient eux-mêmes qu'à leur propre jeunesse qui était en fait leur passé. Leurs idées, leur pensée, se trouvaient enracinées dans ce passé et ne pouvaient comprendre celles de la génération qui allait prendre le relais (« *les idées nouvelles, les pensers nouveaux* ») et assumer le fardeau du futur.

Aussi, les vieux, de même que le Secrétariat spécialisé que lui avait consacré le gouvernement, ne faisaient que livrer à la jeunesse des discours. On la flattait, on cherchait à l'émouvoir en paroles, ce qui était d'autant plus facile qu'elle se montrait malléable.

D'où ce diagnostic :

« La guider, la diriger, la former, nulle tâche n'est plus pressante, ni plus sérieuse, si l'on veut bâtir l'État nouveau sur la pierre et non sur le sable. »

Et ainsi de suite, jusqu'à l'article 22... avec un Duverger assez arrogant pour considérer qu'il était le Secrétaire général à la Jeunesse ! Quelle illusion dérisoire !

Deux remarques, pour terminer.

Lorsque Duverger obtint l'agrégation, son meilleur ami, Marc Granet, publia cet article dans *Le Progrès*, avec sa photo (cf. documents annexe) :

« Maurice est agrégé ! Ce cri nous l'avons jeté sans surprise dès que nous parvînt la fameuse nouvelle, nous, qui – de très loin d'ailleurs ! – avions suivi les brillantes étapes de son ascension, nous n'avions jamais douté. Sous l'autorité d'un maître, M. le doyen Bonnard, d'intelligence si vive, une forte méthode de travail devait normalement l'emporter.

Nous ne voulons pas attirer les regards égarés sur un être fabuleux : tous ceux qui le connaissent savent déjà et se sont réjouis avec nous au premier écho de son succès.

Nous n'avons pas à souligner l'ampleur de son mérite. Une première place à l'agrégation de droit public – à son âge – lui confère tout son éclat.

Ici, nous ne le féliciterons pas. Il est des formules si banales qu'elles n'ont plus de sens entre nous.

Nous dirons simplement notre fierté parce qu'il est des nôtres et que son succès retombe un peu sur le groupe, sur cette équipe qu'il avait avec nous assemblée, fortifiée.

Il en avait dirigé les premiers travaux... Lorsque nous fut confiée la rédaction du « Progrès », Maurice, dans un texte qui reste un texte, avait défini l'Équipe, avait indiqué la tendance et formulé les disciplines consenties :

“Nous ne sommes pas des individus isolés agissant de façon indépendante, chacun pour son propre compte et sous sa seule responsabilité. Nous avons mis en commun nos idées et nos volontés, notre foi de presse. Nous sommes une équipe.

Il faut abandonner l'individualisme et agir désormais en communauté. Il faut retrouver le sens de l'Équipe.

Chacun y apporte sa contribution personnelle mais en acceptant les modifications et corrections qui permettront à cet apport de s'intégrer à l'œuvre commune. Ainsi l'Équipe dépend de personnes et chacun dépend de l'Équipe."

Maurice restera le grand collaborateur jusqu'au jour où ses travaux personnels ne laissèrent aucun loisir, mais il n'en suivit pas moins l'expression de nos efforts afin de les informer et de les guider. Et ce vieil ami nous revient aujourd'hui fidèle... et triomphant.

Alors que s'éloignent les derniers lampions et que ce fânent les fleurs des officielles félicitations, nous allumons un gigantesque feu de joie afin qu'une flamme chaude et claire, comme notre amitié, l'accueille de nouveau parmi nous.

L'Équipe. »

Par rapport à cette reconnaissance collective et amicale, qui durera tout de même jusqu'à juin 1943, un autre article, pour terminer, et apprécier les représentations de cette « équipe » mérite d'être cité : celui de l'éditorial du 7 juin 1942, rédigé personnellement par Marc Granet, en tant que rédacteur en chef du journal et secrétaire particulier du maire Marquet, publié en première page : « *En suivant l'étoile* ». Texte cynique, qui, au-delà d'un argumentaire douteux oubliant l'origine nazie de la mesure, reconnaissait bien lui aussi, sans épiloguer, le malaise entraîné par l'imposition du « signe distinctif » à tous les juifs bordelais et de la zone occupée. En voici les termes tendancieux, les plus outranciers de la presse locale à cette date, à ce sujet :

« Les juifs vont circuler désormais sous le signe de l'étoile de David. Malgré le souci d'information déployé les semaines passées, le Juif n'est pas encore perceptible au premier examen. Ses caractères somatiques ne sont pas toujours suffisamment marqués pour permettre une défense justifiée. Aussi convient-il de signaler évidemment le danger afin de le prévenir.

Cette précaution a suscité une certaine émotion...

On a parlé de "mesure vexatoire". Je voudrais bien qu'on nous explique en quoi le port de "l'insigne" prescrit peut autoriser cette expression si le Juif ne jouit déjà dans l'opinion d'une implicite suspicion.

Un chrétien, en effet, pourra se promener demain sous le signe de la croix ; un Français sous les couleurs de son drapeau, sans susciter le moindre soupçon, la plus infime antipathie, sans être lui-même gêné, – bien au contraire ! Si le Juif ne bénéficie pas d'une identique situation, c'est que l'étoile le signale comme né d'une race dont la puissance a conduit ce pays de la servitude à la ruine pour la satisfaction d'une soif traditionnelle de domination par la richesse.

L'influence décisive des forces de corruption du capitalisme juif dans l'abêtissement, l'aveulissement, la démoralisation de ce peuple, le rôle de premier plan joué par un cinéma pourri, une presse asservie, un gouvernement vendu, dans une guerre sans but, sans enthousiasme, sans espoir, n'est plus à démontrer. La prolongation de cette guerre par la collusion inexplicable d'un capitalisme épouvanté avec un communisme avide, ne peut s'expliquer que par l'important dénominateur commun que constitue pour l'un comme pour l'autre, la juiverie internationale menacée.

Le sabotage de la politique de relèvement national entreprise par le Maréchal, l'insolent trafic du marché noir, la suffisance repue que le "peuple élu" étale sur la Côte d'Azur, alors que tout le peuple souffre d'un ravitaillement précaire soutenu par les Juifs émigrés, suffiraient - après tout le reste – à expliquer pourquoi Israël pourrait moralement pâtir...

Mais, nous savons. Il est encore bien des âmes sensibles pour soulever le cas du "bon petit Juif qui a fait son devoir". Ce phénomène, aussi rare d'ailleurs que le Juif aux mancherons d'une charrue ou au soufflet de forge, subira tout simplement l'effet d'une solidarité sociale que les Juifs eux-mêmes ont particulièrement contribué à introduire dans le monde chrétien...

Il est, dans les premiers versets de la Genèse, une histoire de péché originel répartie dans ses conséquences sur des êtres bien peu responsables... Que le "bon petit juif qui a fait son chemin" médite ces pages édifiantes, il comprendra sans doute mieux la rigueur du lien qui l'unit à ses frères dans le malheur comme dans la félicité ; il s'apercevra qu'il est un sort plus douloureux que le sien : celui de nos camarades prisonniers qui subissent le châtimement qui lui revient ; il saisira pourquoi ces Français battus ont ce regard d'inquiétude sévère... en suivant l'étoile.

Le Progrès. »

Dans le même numéro, un membre de « l'Équipe » dirigeante de l'hebdomadaire, ami intime de Maurice Duverger, Robert Ducos-Ader (*alias* Henri Dangos, l'homme présent lors du Congrès de l'*American Park* à Bordeaux du PPF de juin 1938, cf. document annexes), reprocha à Georges Lamirand, secrétaire à la Jeunesse, de ne pas avoir su choisir « une politique révolutionnaire » à la façon des « exemples étrangers », comme ceux de l'Espagne franquiste et du Portugal. La semaine suivante, le même hebdomadaire publia en première page un

dessin du caricaturiste du journal, Chaval (*alias* Yvan Le Louarn, ami intime de Maurice Duverger qui parle beaucoup de lui dans ses mémoires étant devenu, après le suicide de ce dernier, son « exécuteur testamentaire »). Cette caricature stigmatisait deux israélites, l'un de face, l'autre de dos. Le second demandait au premier, qui portait deux étoiles jaunes (cf. documents annexes) :

« – Tiens, vous en avez deux ?...

– Oui, on m'a fait un prix. »

Tout cela n'efface-t-il pas de façon irréfutable les commentaires de Duverger et de l'ensemble de la Faculté de Droit public de Bordeaux sur son prétendu détachement « positiviste » par rapport à Vichy, Roger Bonnard en tête ?

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Cette note de recherche nous invite à deux dépassements :

1) À un moment clé de profonde régression de l'état de la Science politique dans les Facultés de droit en France, contre la situation de l'ensemble des autres pays du monde (Chine comprise !), placée depuis 2007 sous la tutelle des publicistes dans tout le pays, apparaît opportun un approfondissement épistémologique des concepts de la Science politique de la période des années 40 et 50, d'origine publiciste bien souvent. Celle-ci, en ses configurations du type de celles que nous avons examinées, eut beaucoup de choses à dissimuler, ankylosée par des catégories figées, naturalisées, émanant de la méthode des typologies juridiques héritées et toujours pesantes (par exemple les notions tirées du sens commun de « parti de masse » et de « parti de cadre »), les questions concernant la schizophrénie entre l'approche institutionnaliste (autour des « régimes »), une approche sociologique simplifiée (concept de « système politique ») ou un certain rapport à l'histoire, mais aussi dans les relations de ce savoir de l'époque avec le journalisme et l'actualité politique.

2) Ensuite, l'invitation à élargir les recherches futures à l'étude des trajectoires de plusieurs publicistes et politologues dans les années trente et sous le régime de Vichy (Georges Vedel, notamment, mais aussi le professeur Jèze et bien d'autres).

Sans parler de l'École libre des Sciences politiques, dont, au niveau du conseil d'administration, le maréchal Pétain fut un membre actif, avec beaucoup d'autres futurs ministres et chefs de cabinet de Vichy, avant Vichy, bien entendu...

Fin du texte